



PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS
Les services de l'Etat pleinement mobilisés

P.5



ANP
Chanegriha supervise un exercice à balles réelles

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION MERCREDI 31 MAI 2023 // N°569 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI



COUPE DE LA CAF (FINALE ALLER)
YOUNG AFRICAINS - USM ALGER (1-2)

« Rien n'est encore acquis », prévient Benchikha

Lire en page 11

CULTURE

“J’HABITE EN MOUVEMENT”

Une anthologie des écrits de Samira Negrouche

Lire en page 12

Samira Negrouche
J'HABITE EN MOUVEMENT
POÉSIE
Anthologie
(2001-2021)
Préface de Nourredine



APRÈS DRIENCOURT, LE PRÉSIDENT DU PARTI « LES RÉPUBLICAINS », ERIC CIOTTI, S'ATTAQUE À L'ACCORD ALGÉRO-FRANÇAIS DE 1968

« PARASITAGES » À GRANDE ÉCHELLE

Lire en page 3



LES INTÉRÊTS AFRICAINS ET OCCIDENTAUX ONT LARGEMENT DIVERGÉ SUR L'ÉVÉNEMENT

Jeux et enjeux de la réélection d'Erdogan dans la région Maghreb-Sahel

P.3

NOUVEAU MÉCANISME DE PUBLICATION DES MARCHÉS PUBLICS

Les associations de journalistes satisfaites de la décision du Président Tebboune

P.4

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Un vrai casse-tête pour le monde arabe

P.6

CONCOURS « HUAWEI ICT COMPETITION »

Les lauréats rendent hommage au Président Tebboune

P.2



Tebboune décerne la médaille « El Athir » de l'Ordre du mérite national à son homologue portugais

P.3



INVESTITURE DU NOUVEAU PRÉSIDENT NIGÉRIAN :
BOUGHALI PREND PART À LA CÉRÉMONIE

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a participé, lundi à Abuja, en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'investiture du président nigérian élu, Asiwaju Bola Ahmed Tinubu, indique un communiqué de l'APN. Le président nigérian « a prêté serment en présence de milliers de Nigériens, et prononcé un discours à l'occasion. Les festivités ont également été mar-



quées par un dîner auquel a assisté M. Boughali en sa qualité de représentant personnel du Président de la République, aux côtés de nombreux chefs d'Etat et de leurs représentants ».

DIPLOMATIE

LE NICARAGUA PRÉVOIT DE ROUVRIR SON AMBASSADE À ALGER

En marge de sa participation à la cérémonie d'investiture du président élu du Nigeria, Asiwaju Bola Ahmed Tinubu, le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, s'est entretenu avec le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, Denis Moncada. Selon un communiqué de l'APN, les deux parties ont discuté, lors de cette rencontre, des «relations fraternelles historiques qui unissent les deux pays ». Elles

ont également échangé sur les moyens de renforcer la coopération à différents niveaux, notamment en ce qui concerne le travail parlementaire conjoint en renforçant les ponts de communication et de dialogue entre les deux institutions législatives des deux pays ». A cet égard, le ministre des Affaires étrangères de la République du Nicaragua a exprimé le souhait de voir son pays rouvrir prochainement son ambassade en Algérie.

LA DIRECTRICE RÉGIONALE DE L'UNICEF CHEZ LE MINISTRE DE LA SANTÉ

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu, lundi à Alger, la Directrice régionale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), Mme Adele Khodr, et la délégation l'accompagnant, avec laquelle il a examiné les moyens de renforcement de la coopération entre l'Algérie et l'UNICEF. Dans une déclaration à la presse au terme de la rencontre, M. Saihi a indiqué que les discussions avaient constitué "une occasion pour échanger les vues sur les mécanismes de coopération dans les domaines liés à la vaccination, notamment des enfants et la nutrition infantile, mais également le domaine de la communication et la nécessité d'effectuer un travail concerté afin de prendre en charge les besoins des enfants en général, notamment suite aux lacunes per-

çues du fait de la crise du COVID-19". La rencontre a également permis "d'identifier une série de cadres qui pourraient constituer à l'avenir des champs de collaboration bilatéraux", a ajouté le ministre, faisant remarquer que son département "se focalise sur les volets préventifs et curatifs". De son côté, Mme Khodr a expliqué que sa visite en Algérie lui avait permis de relever "plusieurs aspects positifs", saluant, par là même, les efforts déployés par l'Algérie en faveur des personnes handicapées, particulièrement sur les plans sanitaire et éducatif. Dans le même contexte, la responsable onusienne a évoqué le programme de coopération bilatérale (2023-2027) Algérie-UNICEF, indiquant qu'il comportait "de nombreux points importants, liés notamment à la santé de la mère et de l'enfant".

LE PEUPLE SAHRAOUI « RÉCLAME JUSTICE »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, affirme que l'Afrique ne pourra tourner la dernière page de l'histoire du colonialisme qu'en permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination. « Alors que nous célébrons, aujourd'hui, nos réalisations communes dans les domaines de la préservation de la paix et de la sécurité et de la promotion de l'intégration économique dans le sillage de l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui constitue le thème de l'année de l'Union africaine, nous nous devons de ne pas oublier que nos sœurs et nos frères dans la dernière colonie d'Afrique, au Sahara occidental précisément, attendent notre soutien pour pouvoir exercer leur droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination », a souligné Attaf dans une allocution prononcée à l'occasion



de la célébration de la Journée mondiale de l'Afrique. Le ministre à fait savoir que c'est à cette condition que l'Afrique « pourra, une fois pour toutes, tourner la dernière page de l'histoire du colonialisme odieux, de l'occupation honteuse et du pillage honteux de ses richesses »

CONCOURS « HUAWEI ICT COMPETITION »

LES LAURÉATS RENDENT HOMMAGE AU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, lundi soir à Alger, la cérémonie de distinction des étudiants algériens ayant décroché les premier et second prix du concours « Huawei ICT competition » tenue à Shenzhen (Chine). La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, et des représentants de la compagnie « Huawei Algérie ». A cette occasion, Baddari a mis en avant l'importance des inventions étant « une valeur ajoutée au processus des transitions technologiques que connaît l'Algérie nouvel-



le », soulignant la nécessité « de transformer les idées innovantes en projets et services contribuant à la relance économique nationale et l'amélioration de la vie des citoyens ». De son côté, El-Mehdi Oualid a affirmé que « la distinction des étudiants algériens dans les fora et concours technologiques

internationaux témoigne de la qualité de l'enseignement et de la formation dans les universités algériennes ». Dans le même contexte Bibi Triki a relevé l'importance « d'encourager les jeunes innovants et créatifs afin de leur permettre de concourir à tous les niveaux et de hisser haut le drapeau algérien ».

CLIMAT

DES PHÉNOMÈNES EXTRÊMES DE PLUS EN PLUS FRÉQUENTS PRÉVUS À L'AVENIR

Des périodes de sécheresse prolongées et des pluviométries extrêmes de plus en plus fréquentes sont prévues à l'avenir, a indiqué un expert à l'Office national de la météorologie (ONM), qui a réitéré la nécessité d'élaborer des stratégies à tous les niveaux, notamment

local, pour réduire l'impact négatif des changements climatiques. "Nous devons élaborer des stratégies à tous les niveaux, notamment au niveau local, pour réduire l'impact négatif des changements climatiques", a indiqué à l'APS M. Salah Sahabi-Abed, Directeur de l'Exploitation météo-

rologique et de la climatologie à l'ONM, soulignant qu'"il faut s'attendre à ce genre d'événements et s'y habituer dans la mesure où tous les scénarios futurs pour les années à venir prévoient des sécheresses plus prolongées et des pluviométries extrêmes de plus en plus intenses et fréquentes".

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92



DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

APRÈS DRIENCOURT, LE PRÉSIDENT DU PARTI « LES RÉPUBLICAINS », ERIC CIOTTI, S'ATTAQUE AU SUJET

«Parasitages» à grande échelle

A quelques semaines de la visite d'Etat du président Tebboune en France, les attaques contre tout ce qui a lien avec l'Algérie redoublent de férocité. La chanson, on la connaît, mais là, ça commence à faire désordre. Fragilisé par une opposition plus forte, tant à l'Assemblée nationale que dans le champ socioprofessionnel, le président français Macron ne possède pas réellement de larges marges de manœuvre.

Après l'ancien ambassadeur de France à Alger, Xavier Driencourt, le président du parti « Les Républicains », Eric Ciotti, pointe du doigt les accords algéro-français de 1968, qui permettaient un traitement préférentiel à l'immigration algérienne en France.

On pourrait penser à un parasitage de la visite algérienne en France, comme on pourrait, en seconde lecture, y voir un jeu fourbe qui ferait penser que le coupable n'est pas celui qu'on croit.

Le fait est que, aujourd'hui, c'est non pas l'extrême droite mais « Les Républicains » de Ciotti qui dénoncent les accords de 1968 et appellent à ne « plus accueillir autant d'étrangers » en France. Comprendre : autant d'Algériens. Face à Cyril Hanouna, dans l'émission grand public TPMP, le dossier du jour n'était pas de débattre de l'immigration, mais le sujet s'est focalisé surtout sur ce point. Et c'est la thématique à la mode depuis quelques jours, puisque, à chaque événement, des sujets fâcheux sortent réchauffés et servis à la sauce du jour.

S'exprimant sur l'immigration clandestine, Ciotti affirme qu'il faut renvoyer chez eux ceux qui n'empruntent pas la procédure légale pour venir en France et s'oppose au projet de régularisation des sans-papiers proposé par le Premier ministre français : « Si on commence à régulariser les



clandestins, on lance un message à tous ceux qui veulent venir, et qui vont se dire, « Une fois qu'on a mis le pied en France, on est régularisés ». Ça ne marche pas comme ça ». Dans le sillage de Zemmour, Ciotti affirme qu'il y a des « problèmes de communautarisme et de délinquance qui sont liés à cette immigration de masse ». Et d'affirmer que « 24 % des détenus dans les prisons aujourd'hui sont des étrangers... 90 % des vols à la tire dans les transports parisiens sont commis par des étrangers ». Puis : « Il faut qu'on intègre mieux ceux qui

sont ici et il faut que ceux qui n'ont pas le droit d'y être repartent chez eux ». La remise sur la table de la « double peine » est une nécessité, selon ce dernier. Cette loi, abandonnée il y a peu, inflige aux immigrés condamnés à un an de prison ou plus une expulsion automatique du territoire français à l'issue de celle-ci. Ciotti a exprimé son soutien à la proposition de révision des accords de 1968 formulée par Xavier Driancourt. L'ex-ambassadeur de France à Alger a appelé très explicitement les autorités de son pays

à réévaluer les avantages dont bénéficient les immigrés algériens en France en vertu de cet accord. « Les accords signés en 1968 avec l'Algérie sont d'une naïveté incroyable. L'Algérie nous insulte et nous attaque en permanence et nous, on leur dit, venez ! Ce n'est pas réaliste ». Plus xénophobe encore, il vise le regroupement familial et « la France devrait limiter les regroupements familiaux ». Ainsi, une « politique dure doit être mise en œuvre pour limiter la venue des étrangers dans le pays, ainsi qu'un mécanisme de « tri », pour évaluer ceux qui bénéficieraient réellement à la République et ceux venus semer la zizanie ». Dans l'absolu, ces propos peuvent prêter à débat, mais connaissant les arrière-pensées des politiciens de plateaux grand public, grand audimat, on sait à quoi s'en tenir en la matière.

I.M.Amine

ALGÉRIE-PORTUGAL : TEBBOUNE DÉCERNE LA MÉDAILLE « EL ATHIR » DE L'ORDRE DU MÉRITE NATIONAL À SON HOMOLOGUE PORTUGAIS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décerné la médaille « El Athir » de l'Ordre du mérite national au président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa, a indiqué mardi un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décerné la médaille +El Athir+ de l'Ordre du mérite national au président de la République portugaise, Son Excellence Marcelo Rebelo de Sousa», précise la même source.

BELANI S'ENTRETIENT AVEC LE MINISTRE BRITANNIQUE DE L'IMMIGRATION

Echange de vues sur les défis migratoires

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a reçu, ce mardi, le vice-ministre de l'Intérieur britannique, ministre de l'Immigration, Robert Jenrick, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les deux parties se sont félicitées de la « dynamique positive et soutenue qui caractérise les relations entre l'Algérie et le Royaume-Uni, marquée notamment par un échange de visites de haut niveau reflétant la volonté politique commune de bâtir un partenariat solide et multidimensionnel », précise le communiqué. Elles se sont également réjouies des discussions « fructueuses qu'avait eues le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté natio-

nale à l'étranger, Ahmed Attaf, avec le ministre d'Etat Lord Ahmad de Wimbledon, lors de la cérémonie de couronnement du Roi Charles III, lors desquelles l'engagement ferme des deux parties pour hisser leur relation à un niveau plus stratégique a été renouvelé », ajoute le document. Les discussions ont, d'après la même source, également porté sur la coopération entre les deux pays dans le domaine migratoire et consulaire, « où l'accent a été mis principalement sur la nécessité de travailler de concert pour fluidifier davantage les échanges humains, en renforcement des relations économiques, scientifiques et culturelles liant les deux pays ». Cette rencontre a permis ainsi d'échanger les vues sur « les défis migratoires et de mettre l'accent, notamment, sur la nécessité d'une

approche holistique et sur le long terme traitant les causes profondes de l'immigration clandestine », souligne le communiqué. Les deux parties ont, par ailleurs, passé en revue plusieurs questions régionales d'intérêt commun, notamment les derniers développements de la situation sécuritaire dans la région. S'agissant de la question du Sahara occidental, « il a été mis l'accent sur le soutien aux efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, visant à relancer le processus de négociations sans conditions préalables et de bonne foi, en vue de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable pour les deux parties qui garantisse l'autodétermination du peuple sahraoui », conclut le communiqué.

Y. B.

DÉCONSTRUCTION DE L'EMPIRE

JEU ET ENJEU DE LA RÉÉLECTION D'ERDOGAN DANS LA RÉGION MAGHREB-SAHEL

Le président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003, a été réélu à la tête de la Turquie, dimanche dernier, avec 52,2 % des voix. Fêtée comme il se doit en Turquie, la victoire d'Erdogan a fait jaser en Europe. En fait, la réélection de Recep Tayyip Erdogan, « l'homme providentiel » pour nombre de Turcs, a été très mal vécue par les médias occidentaux. Pourquoi ?

Un insolite reportage de la part d'une chaîne de télévision algérienne nous a même gratifiés d'un compte rendu qui propageait les mêmes expressions de dépit puisées dans les médias occidentaux mainstream, sans prendre garde que sa réélection était également dans l'intérêt d'Alger. Si, pour les Occidentaux, la superpuissance qu'est devenue la Turquie, notamment depuis son intervention pour contrer le maréchal Haftar en Libye et la médiation entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que le large crédit dont Ankara se prévaut tant en Afrique qu'en Asie, notamment avec le géant chinois, la réélection d'Erdogan est une « mauvaise nouvelle », pour les Africains, les Maghrébins, spécialement, les choses vont dans le bon sens. Un autre président qu'Erdogan aurait chamboulé les données de la politique maghrébine d'Ankara, ce qui pouvait être perçu comme un recul à ce qui a été réalisé. Dans les industries militaires jusqu'au football, la Turquie est devenue une puissance qui compte. Erdogan a lancé la Turquie dans une politique diplomatique et militaire agressive qui s'étend du sud du Caucase jusqu'à l'Afrique du Nord. Pour ce qui concerne la politique Maghreb-Sahel, c'est l'intervention des drones turcs qui a permis à Tripoli de rester en vie et de ne pas tomber dans le giron de Khalifa Haftar, déjà maître de la Cyrénaïque. On connaît la relation forte entre Ankara et Abdelhamid Dbeibeh. Ankara et Tripoli ont signé le 26 octobre 2022 deux accords, portant notamment sur la modernisation par Ankara de l'aviation militaire libyenne. Le soutien militaire que la Turquie apporte depuis janvier 2020 au Gouvernement d'union nationale (GNA) face à Haftar a bousculé les rapports de force. De même, sa relation privilégiée avec Bamako (Ankara a livré des drones de combat et des aéronefs à Assimi Goïta) a permis également au Mali de tenir le coup avec la révocation des Français de « Barkhane » dans les conditions que l'on sait. Un lot d'une vingtaine d'avions et d'une douzaine de drones a été livré récemment par la Turquie au Mali, contribuant à asseoir une puissance de feu malienne pour les prochaines années. On passera outre les relations privilégiées de la Turquie avec l'Algérie, tant sur le plan politique qu'économique et culturel, sur l'héritage commun et la civilisation partagée pendant de longs siècles. L'Occident a perdu la main dans la triple région maghrébo-saharo-sahélienne. La Turquie est montrée du doigt et perçue – avec la Chine et, à un degré moindre, la Russie - comme une des principales menaces des intérêts occidentaux dans la région. C'est en prenant également en ligne de compte d'autres données que l'on pourrait jauger la réélection d'un président que l'Occident a tout fait pour abattre.

Fayçal Oukaci

NOUVEAU MÉCANISME DE PUBLICATION
DES MARCHÉS PUBLICS
**LES ASSOCIATIONS DE JOURNALISTES
SATISFAITES DE LA DÉCISION DU
PRÉSIDENT TEBBOUNE**

Des organisations et des associations nationales de journalistes ont salué, ce lundi, la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à l'adoption de la presse électronique accréditée comme nouveau mécanisme de publication des marchés publics, considérant que cette procédure était à même de consolider les critères de transparence, et de lutter contre la corruption dans le domaine. Dans ce cadre, l'Union nationale des journalistes et professionnels de l'information algériens (UNJIA) s'est félicitée, dans un communiqué, de la décision prise par le président de la République lors du Conseil des ministres de dimanche, et relative à l'adoption de la presse électronique accréditée comme nouveau mécanisme de publication des marchés publics, précisant que cette mesure était de nature à « consolider les critères de transparence et de lutter contre la corruption et toute manipulation dans la distribution des marchés, de manière à garantir la gouvernance dans la gestion des deniers publics ». Cette décision constitue « une bouffée d'oxygène financière pour la presse électronique », en ce sens qu'elle lui confère « une plus grande marge pour une meilleure prise en charge de ses besoins logistiques et matériels, et assure une amélioration des conditions de travail des personnels », ce qui devrait « se refléter positivement sur la qualité des contenus médiatiques », estime l'UNJIA. Cette décision devra également contribuer à véhiculer la véritable image de l'Algérie et à contrecarrer l'acharnement médiatique auquel la presse nationale est exposée, selon la même organisation qui affirme que cette mesure « dénote la forte volonté politique du président de la République de prendre en charge les préoccupations des professionnels du secteur, notamment les travailleurs de la presse électronique ». De son côté, l'Association des journalistes d'Alger a salué la décision du président de la République qui permettra à la presse électronique du soutien nécessaire au développement de sites sérieux et professionnels, et encouragera les professionnels à « poursuivre leur noble mission de défense des intérêts suprêmes du pays et la valorisation des grandes réalisations de l'Algérie aux niveaux national et international ». L'Association a rappelé, par la même occasion, les pas franchis par le secteur de l'information en Algérie dans le contexte des défis et enjeux de ces dernières années, citant particulièrement les profondes réformes constitutionnelles initiées par le Président Tebboune dans la constitution de 2020 en soutenant la liberté de l'information et de la communication notamment dans le domaine électronique en conformité avec la transition vers les médias numériques que connaît le monde par l'encadrement et l'organisation du secteur ainsi que la régulation de son activité dans un cadre légal et réglementaire fixant les droits et devoirs.

APS

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE:
**L'Afrique en quête de financements
pour un avenir vert**

Les banques et institutions financières de développement "devraient se montrer moins averses au risque, en réduisant prudemment leurs ratios d'adéquation du capital, en établissant des mécanismes en matière de capital et de liquidités taillés sur mesure et en réévaluant les normes réglementaires existantes en matière de capitaux et autres normes prudentielles,...



L'Afrique, ce continent richissime en ressources naturelles et humaines, qui représente à peine 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais qui en paie les plus lourdes conséquences, est déterminée à mobiliser les financements nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique, en adoptant des solutions financières innovantes, en y impliquant plus la communauté internationale et le secteur privé, tout en œuvrant pour une meilleure attractivité vis-à-vis des investissements. Pour y parvenir, une reconsidération de l'échelle et la manière de l'implication du secteur privé, qui ne contribue actuellement qu'à 14% des financements climatiques en Afrique, semble donc une option incontournable, avec pour mot clé: "dériskuer" l'investissement vert pour encourager ce secteur à s'impliquer davantage dans l'action climatique en Afrique, tout en accélérant la mise en œuvre des initiatives encourageant son épanouissement, à l'instar de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale

africaine (ZLECAF). Mais la réussite d'une telle démarche nécessite également plus de garanties étatiques au profit des investisseurs privés, en plus d'une refonte des outils et approches des banques multilatérales et des institutions financières de développement. C'est le résumé de la feuille de route qui s'est dégagée des discussions des gouverneurs des banques centrales et ministres des finances africains, dont le premier argentier de l'Algérie, Laaziz Faïd, réunis en tant que gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) qui a tenu, du 22 au 26 mai à Charm el Cheikh en Egypte, ses 58ème Assemblées annuelles autour du thème: "Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique". En présence de quelque 4000 participants, venus des 81 pays actionnaires (54 africains et 27 hors du continent) de la plus importante institution financière régionale, le conseil des gouverneurs de la BAD, dont la présidence a été cédée par l'Egypte au Kenya, ainsi

que plusieurs chefs d'Etats et de gouvernements africains et d'experts, ont convenu que l'Afrique, qui, malgré tous les vents contraires, devrait réaliser une bonne croissance en 2023-2024 (4% et 4,3%), est dans l'obligation de trouver des solutions urgentes pour financer son action climatique, souffrant d'un déficit annuel moyen de 127 milliards de dollars. Ainsi, les banques et institutions financières de développement "devraient se montrer moins averses au risque, en réduisant prudemment leurs ratios d'adéquation du capital, en établissant des mécanismes en matière de capital et de liquidités taillés sur mesure et en réévaluant les normes réglementaires existantes en matière de capitaux et autres normes prudentielles, pour passer progressivement d'un financement par projet au financement d'une transition durable à l'échelle du système", a, dans ce sens, recommandé le rapport des perspectives économiques en Afrique pour 2023, présenté lors des Assemblées.

Y. B.

PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

De la formation au profit des cadres de la Police

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaalani, a présidé, à Alger, le lancement d'un atelier de formation au profit de cadres de différents corps de Police, sur « les notions fondamentales des droits de l'Homme et le rôle des agents de la Sûreté nationale dans leur protection et leur renforcement », a indiqué un communiqué du conseil. Cet atelier de deux jours s'inscrit dans le cadre de l'accomplissement des missions constitutionnelles du Conseil national des droits de l'Homme, notamment celles relatives à la diffusion de la culture des droits de l'Homme, et ce en collaboration avec des experts internationaux auprès de l'Organisation mondiale de la réforme pénale (Bureau MENA). Ledit atelier prévoit plusieurs axes, dont principalement « la relation des organes chargés de l'application de la loi et de la Police judiciaire avec les droits de

l'Homme », « le rôle de ces organes dans la protection et la promotion de ces droits » et « les domaines des droits de l'Homme et l'action policière ». Il portera également sur « l'assistance juridique: notion et contexte ainsi que son importance en matière de protection des droits de l'Homme », « le code de conduite pour les responsables des

organes chargés de l'application de la loi » et bien d'autres notions porteuses de valeurs dans le domaine des droits de l'Homme tels que « le genre social, la justice pour mineurs et les moyens d'assister les plaignants à recouvrer leurs droits, les différents dispositifs de coordination à même de concrétiser les droits de l'homme tels que prévus dans

les chartes et lois ». L'atelier se poursuivra avec la participation de la société civile, avec la tenue, ultérieurement, d'une réunion élargie aux différents acteurs concernés, « car constituant l'une des méthodes les plus appropriées à même de servir les questions des droits de l'homme dans notre pays ».

Y. B.

PROMOTION DE L

50 exposants au rendez-vous

Une cinquantaine d'exposants prennent part à la troisième édition du Salon du recyclage, traitement des déchets, énergies renouvelables, développement de l'économie verte, préservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement "Recycling Expo" ouverte lundi au centre des conventions d'Oran.

Le salon, qui a lieu du 29 mai au 1er juin 2023, regroupe des représentants d'éta-

blissements étatiques impliqués dans le secteur de la gestion des déchets, comme l'EPIC CET (Centre d'enfouissement technique) d'Oran et l'EPIC de gestion du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma, ainsi que des opérateurs économiques publics et privés, a-t-on appris des organisateurs du salon en marge de son ouverture effectuée en présence du Directeur local de l'Industrie Farid Djabbalah.

Cette manifestation entend regrouper les professionnels de l'environnement désirant s'investir et investir dans le domaine du recyclage et de la valorisation des déchets, ont souligné les organisateurs, ajoutant qu'il s'agit de réunir les opérateurs économiques et les établissements étatiques dans un même espace pour tenter de trouver des partenariats dans le domaine de l'optimisation des déchets ménagers et industriels.

Y. B.

PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS

Les services de l'Etat sont pleinement mobilisés

Mme Krikou a souligné la mobilisation de tous les services de l'Etat, dès les premières heures de ces intempéries, avec un suivi personnel du président de la République, tandis que le secteur de la Solidarité nationale a affecté des aides d'urgence aux familles sinistrées...

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé, lundi 29 mai, à Tipasa, la mobilisation des services de l'Etat pour la prise en charge des sinistrés, réitérant la détermination du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à "préserver la dignité du citoyen". "Les personnes dont les habitations ont été totalement effondrées seront relogées à partir de mardi parallèlement à l'indemnisation de tous les sinistrés, à travers l'acquisition d'équipements et de mobilier pour les familles dont les domiciles ont subi des dégâts, en application des décisions issues du Conseil ministériel, tenu dimanche dernier, sous la direction du président de la République", a indiqué le ministre. Il a précisé que les familles sinistrées seront relogées, à partir d'aujourd'hui, à Bouharoune, Fouka et Khemisti. M. Merad était accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, lors de sa visite à Tipasa, pour transmettre les condoléances du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la famille Bouazza, dont l'enfant Mohamed Abderaouf est décédé, dans la commune de Khemisti, lors des intempéries. Il a tenu à relever que "les services de l'Etat se sont mobilisés et ont pris le contrôle de la situation dès les premières heures des inondations, en permettant d'éviter des pertes humaines considérables", exprimant "son soutien et sa solidarité totale avec les familles des deux enfants décédés à Khemisti et Guelma". Evoquant les décisions du président de la République ayant couronné



né le Conseil ministériel, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a notamment rappelé l'affectation de 10 milliards de DA pour l'indemnisation des sinistrés, le relogement des familles concernées dans un délai de 48 heures, et l'attribution d'une allocation aux pêcheurs, fixée entre 20.000 et 30.000 DA, jusqu'au réaménagement des ports endommagés. A cela s'ajoute le lancement de projets de réhabilitation des routes et des réseaux divers endommagés, parallèlement à l'affectation de bus pour le transport des écoliers résidant dans les zones difficiles d'accès, à cause des boues accumulées. A noter que le ministre de l'Intérieur a transmis les condoléances du président Abdelmadjid Tebboune à la famille du défunt Raouf, en lui exprimant "la solidarité et le soutien de l'Etat en ces circonstances difficiles". Une aide matérielle symbolique a été, aussi, remise à la famille, "même si rien ne pourra combler la

douleur de leur perte", a-t-il précisé. Sur un autre plan, M. Merad a signalé un retour progressif à la vie dans la région, à travers la réouverture des routes et la reprise des cours au niveau des établissements scolaires, au même titre que la reprise de l'activité des services de la "Sonelgaz" et de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), parallèlement à l'ouverture de trois centres d'accueil au profit des sinistrés. "Cette visite est une opportunité pour nous enquêter des dégâts et pertes occasionnés par ces importantes pluies, jamais enregistrées dans la wilaya", a soutenu le ministre. Il a notamment déploré l'existence de "constructions anarchiques érigées aux abords de trois cours d'eau, à Fouka notamment, et relevant de la décennie noire". A son tour, Mme Krikou a souligné "la mobilisation de tous les services de l'Etat, dès les premières heures de ces intempéries, avec un suivi personnel du président de la République, tandis que le secteur

de la Solidarité nationale a affecté des aides d'urgence aux familles sinistrées." La ministre a également exprimé sa "peine" pour la perte de deux enfants, suite à ces intempéries, signalant que "des équipes de psychologues et de sociologues se sont rendues dans les quartiers touchés et les centres d'accueil pour apporter un soutien psychologique aux sinistrés". A noter que la délégation ministérielle s'est rendue à Fouka pour s'enquérir des dégâts. Sur place, des explications lui ont été fournies sur l'état d'avancement des travaux d'aménagement et d'ouverture des routes, et de la réparation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable (AEP). Les familles dont les habitations ont été endommagées ont été, également, rassurées sur leur prise en charge depuis hier mardi. La délégation ministérielle s'est également enquis des préparatifs en cours pour le relogement des familles sinistrées à la cité des 148 logements de Bouharoune. Y. B.

BAC ET BEM 2023 : MUSTAPHA BENZEMRANE RASSURE LES CANDIDATS

L'inspecteur général au ministère de l'Éducation nationale, Mustapha Benzemrane, a rassuré les parents d'élèves en indiquant sur les ondes de la Radio nationale que les questions liées aux examens du baccalauréat et du BEM seront «tirées des leçons assurées durant l'année scolaire académique 2022-2023». Et d'ajouter que «les établissements d'enseignement ont connu une stabilité remarquable cette saison par rapport aux saisons précédentes, ce qui a permis la bonne mise en œuvre des programmes éducatifs, et cela est dû aux efforts concertés des enseignants, des directeurs et parents d'élèves, ainsi que les organisations syndicales». Dans le même contexte, Mustapha Benzemrane a exclu «toute fuite de questions d'examen», au vu des mesures prises par l'ONEC, indiquant que «les élèves et les parents doivent se concentrer sur la révision de manière sereine et ne pas accorder d'importance aux rumeurs qui peuvent circuler à travers les réseaux sociaux concernant les sujets d'examen.»

790 000 CANDIDATS AU BAC ET PLUS DE 800 000 AU BEM CETTE ANNÉE

L'inspecteur général au ministère de l'Éducation nationale a également révélé que «le nombre de candidats au baccalauréat pour cette année a atteint 790 000, dont plus de 520 000 scolarisés et plus de 269 000 indépendants». Il a, en outre, déclaré que «le pourcentage de candidates constitue le plus grand pourcentage du nombre de candidats cette année, avec plus de 58%, tandis que le pourcentage des garçons dépasse les 41%». Concernant le nombre de candidats au BEM, le même responsable a annoncé que «le nombre d'étudiants inscrits dépasse les 800 000», Et d'apporter la précision selon laquelle «les femmes représentent la catégorie la plus importante, avec un pourcentage de plus de 52 % du nombre de candidats, tandis que pour les garçons, le pourcentage est de 47 %». Pour rappel, le ministère de l'Éducation nationale avait annoncé, dans un communiqué, les dates du déroulement des épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat pour l'année scolaire 2022/2023. Selon la source ministérielle, «les épreuves du BEM se dérouleront du lundi 5 juin au mercredi 7 juin 2023 et que les épreuves du Baccalauréat sont prévues du dimanche 11 juin au jeudi 15 juin 2023». R. N.

INDEMNISATION DES PÊCHEURS SINISTRÉS

«La subvention sera versée une fois le nombre des sinistrés connu»

«Les indemnités décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, commenceront à être versées au profit des pêcheurs affectés par les récentes perturbations météorologiques, dès que sera connu le nombre des personnes affectées, qui est actuellement proche de 70 %», a indiqué, lundi dernier, Fateh Benkhelifa, sous-directeur de la promotion socioprofessionnelle au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques. Par ailleurs, le même responsable a fait savoir qu'un «comité local a été installé pour superviser le recensement de tous les navires endom-

magés au port de Khemisti et l'abri de pêche dans la commune de Fouka», notant que «le processus d'enregistrement des dommages occasionnés et d'identification des professionnels concernés est proche des 70%». Dans le même contexte, Benkhelifa a confirmé que «les pêcheurs qui ont perdu leurs bateaux et navires de pêche seront indemnisés dès que leur décompte exact sera terminé, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, données lors du dernier Conseil des ministres». Il est à noter que le Président de la République a

approuvé, lors de la même séance, l'attribution d'une subvention «immédiate» aux pêcheurs sinistrés, d'un montant compris entre 20 et 30 000 dinars, jusqu'à la réhabilitation du port de pêche. D'autre part, Fateh Benkhelifa a souligné qu'environ «25 bateaux de pêche présents au port de Khemisti et environ 150 petites embarcations ont été endommagés», soulignant que «le processus de comptage et de détermination des dommages est toujours en cours». Il a ajouté que «ce comité local, qui opère sous la tutelle du wali de Tipaza et des représentants de la direction de la pêche de la

même wilaya, a actuellement évalué les dégâts à près de 1 000 professionnels». D'autre part, le même responsable a souligné que «les travaux de réhabilitation du port de Khemisti se poursuivent», notant qu'«une fois achevés, le port sera prêt à recevoir à nouveau des pêcheurs». Il est à noter que le ministre de la Pêche, Ahmed Badani, avait annoncé, vendredi dernier, à Tipasa, que plusieurs mesures avaient été prises au profit des marins du port de pêche de Khemisti qui a été affecté par les récentes fluctuations météorologiques.

R.N.

Sécurité alimentaire : un vrai casse-tête pour le monde arabe

Le moment était peut-être venu pour les pays arabes de réduire leur dépendance aux importations, de s'appuyer davantage sur les chaînes de valeur régionales et d'investir davantage dans le secteur agricole...

Le directeur général de l'Organisation arabe pour le développement agricole (AOAD), Ibrahim Adam Ahmed Al-Dakhiri, cité dans une dépêche de l'APS, a souligné, depuis Constantine, la nécessité d'une "vision prospective précise" de la sécurité alimentaire, au cours des dix prochaines années, afin de faire face aux transformations et aux défis de l'heure dans ce domaine. Au cours d'une conférence scientifique ouverte à l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie (ENSB) de Constantine, en présence d'experts et de spécialistes de haut niveau dans le domaine, M. Al-Dakhiri a insisté sur "l'importance pour les pays arabes de déployer des efforts inlassables pour renforcer la sécurité alimentaire dans la région au moyen d'une coopération étroite et d'efforts concertés", soutenant que la sécurité alimentaire est devenue "une arme économique importante qui peut aboutir à une indépendance totale en matière de production alimentaire, en particulier agricole". Le DG de l'AOAD a également indiqué que les différentes crises que le monde a traversées récemment, telles que la pandémie de la Covid-19 et la crise ukrainienne, ont eu pour conséquences la hausse des prix des matières premières, des coûts de production, du transport des marchandises, du coût des assurances, affectant ainsi le prix des aliments sur les marchés mondiaux et créant une perturbation de l'offre de ressources essentielles dans un contexte de croissance démographique, et d'incapacité de la production à suivre le rythme de cette croissance. M. Al-Dakhiri a insisté sur l'intensification de la coopération avec les partenaires au développement relevant des organisations arabes et internationales, en particulier le Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches (ACSAD), pour "faire face aux défis qu'affronte le monde arabe". Il a cité, à ce propos, l'éradication de la faim, la sécurisation de l'accès à une alimentation permanente, la lutte contre l'instabilité dans 7 pays arabes, en plus de faire face à la rareté des ressources naturelles, d'où la nécessité, selon lui, de "renforcer la durabilité agricole et de développer la recherche et les technologies orientées vers ce domaine". L'orateur a également estimé que la sécurité alimentaire est une "responsabilité partagée qui ne relève pas seulement de certains pays arabes". Il est donc nécessaire, a-t-il dit, "d'intensifier les échanges à différents niveaux de recherche pour surmonter les multiples conséquences et risques, en exploitant les technologies modernes et la recherche scientifique, et



en renforçant le dialogue et la coopération entre les pays arabes". Cette conférence est le fruit des résultats du sommet arabe qui s'est tenu en novembre dernier à Alger, et illustre la forte volonté des dirigeants arabes qui ont senti le danger des transformations vécues aujourd'hui, menaçant la sécurité alimentaire arabe. L'ouverture de ce colloque scientifique a été marquée par la présence du directeur général des pays arabes au ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, M. Noureddine Khendoudi, ainsi que celle de représentants d'universités des pays arabes, des directeurs généraux de l'AOAD et du Centre Arabe pour l'étude des zones arides et

des Terres sèches (ACSAD) et d'experts de divers pays arabes. La rencontre en question s'articule autour de quatre thèmes, à savoir "Ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles en tant que déterminants naturels de la sécurité hydrique", "L'agriculture dans le contexte du changement climatique", "Les stocks de poissons et la pisciculture dans les barrages, les rivières et les lacs" et "La Biotechnologie et la technologie alimentaire". Les débats au cours de cette première édition visent à consolider les capacités et les efforts scientifiques communs, à tirer profit des expériences arabes et à proposer des projets conjoints concrets de recherche innovante, ou de développement, pou-

vant être mis en œuvre à moyen terme pour relever les défis de la sécurité alimentaire dans la région arabe. Quatre ateliers scientifiques et thématiques, animés par des experts et des chercheurs dans le domaine de la sécurité alimentaire et les domaines connexes, se penchent, durant deux jours, sur la problématique de la sécurité alimentaire dans le monde arabe. La rencontre sera ponctuée par des propositions scientifiques et pratiques, ainsi que par des projets concrets, en vue de leur adoption et de leur concrétisation de façon à soutenir la sécurité alimentaire des peuples arabes. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé dans le message lu en son nom par le Premier

ministre, M. Aïmene Benabderahmane, à l'ouverture de la 32ème session ordinaire du Conseil de la ligue des Etats arabes au sommet à Djeddah (Arabie Saoudite), que l'Algérie organiserait en mai, la 1ère conférence scientifique sur "la sécurité alimentaire dans le monde arabe". Comment les pays arabe pourront-ils surmonter les défis actuels liés à la sécurité alimentaire? Certains pays arabes ont été très fortement touchés par la récente série de crises. Cette situation a exacerbé les faiblesses structurelles, qui existaient de longue date, entraînant une augmentation des prix des denrées alimentaires et un affaiblissement des chaînes de valeur concernées. Le moment était peut-être venu pour les pays arabe de réduire leur dépendance aux importations, de s'appuyer davantage sur les chaînes de valeur régionales et d'investir davantage dans le secteur agricole. Dans le cas de beaucoup de pays arabes, l'accès réduit à la nourriture est lié à des problèmes structurels persistants, notamment une diversification économique limitée, une faible part du commerce intrarégional et une faible productivité agricole. Les crises récentes ont ramené la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire au premier plan de l'agenda politique du monde arabe. La question de la sécurité alimentaire est particulièrement préoccupante au Soudan, où, selon l'ONU, un tiers de la population, soit 15 millions de personnes, est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. Les céréales sont actuellement une composante majeure de l'alimentation dans les pays arabes. Cependant, la production dans la sous-région est actuellement incapable de répondre aux besoins de la population.

Y. S.

Sécurité alimentaire : l'Algérie, un exemple à suivre, selon le PNUD

«La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique». Tel est le thème de la 49^e conférence de l'Organisation des assurances africaines (OAA) dont les travaux prendront fin aujourd'hui à Alger. Le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia, a mis en avant le rôle du secteur des assurances dans l'amélioration de la résilience souhaitée en matière de sécurité alimentaire, soulignant que l'industrie des assurances devrait faire preuve d'ingéniosité pour proposer des solutions innovantes, diversifiées et adaptées aux mutations économiques et climatiques, et répondre efficacement aux besoins des agriculteurs. L'assurance agricole constitue ainsi un outil qui peut réduire la vulnérabilité du secteur et minimiser les risques et l'incertitude face aux impacts climatiques, à l'inflation, au manque d'approvisionnement... Il revient au secteur des assurances de proposer les solutions

adéquates pour limiter les risques, d'un côté, et de l'autre, stimuler l'investissement dans les activités productives. Le président de l'OAA, Ben Kajwanget, a souligné, lui, que l'Afrique dispose de 64% de terres fertiles et que 54% de la main-d'œuvre travaille dans le secteur agricole. Il a fait savoir que l'assurance devrait être placée au cœur des politiques publiques, soulignant que la coopération devrait se focaliser sur trois axes, à savoir la lutte contre les aléas des changements climatiques, la rareté de l'eau et l'arrêt des conflits. Pour lui, il est nécessaire d'améliorer la bonne pratique. Pour sa part, Blerta Aliko, représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), a souligné que d'ici 2035, «l'agriculture sera l'une des voies vers laquelle au moins 70% des 220 millions de jeunes Africains se tourneront pour gagner leur vie. Cela signifie que le secteur agricole est un secteur central pour l'amélioration des

moyens de subsistance dans l'ensemble du monde». Elle a indiqué que le Pnud, par l'intermédiaire de son Mécanisme d'assurance et de financement des risques (IRFF), œuvre à renforcer la résilience climatique des petits exploitants agricoles en Afrique et en Asie. Une subvention de 14 millions de dollars a été attribuée en 2022 dans ce cadre. Blerta Aliko a indiqué que «l'Algérie est un exemple sur le continent, et a été classée par le Programme alimentaire mondial, premier pays en Afrique en matière de sécurité alimentaire. Celle-ci pourrait être davantage préservée, avec des schémas d'assurance plus robustes et davantage utilisés». Elle a ajouté qu'«en Algérie, nous soulignons la coopération stratégique entre le gouvernement algérien, le Pnud et l'Insurance Development Forum sur la résilience de la population face aux risques climatiques».

Y. B.

Le jeune artiste Tarek Dhouadi défie son handicap et impose son pinceau

Le directeur de la maison de la Culture, Mounir Mouissi, a estimé que le fait de donner la possibilité à ce jeune créatif de participer à un événement culturel de dimension nationale, "ne peut que l'encourager à continuer d'exprimer son talent et à le développer, à travers le dessin et la peinture, ce qui constitue aussi un soutien moral pour lui et ses parents..."

Le jeune Tarek Dhouadi, résidant dans la wilaya de Tébessa, a imposé son pinceau pour peindre de magnifiques tableaux, faisant ainsi un pied de nez au trouble du spectre de l'autisme qui l'accompagne depuis sa tendre enfance. Le talent de cet artiste de 17 ans lui a même permis d'être le plus jeune et le plus distingué participant, parmi de nombreux artistes plasticiens, à la quinzième édition du Salon national des beaux-arts (28-30 mai à Tébessa). L'autisme n'est visiblement pas un obstacle pour Tarek qui a volé la vedette à tous les autres participants du salon, mis sur pied par la maison de la Culture Mohamed-Chebouki. Sa peinture reflète son intelligence et sa perspicacité, malgré les difficultés de communication sociale et en dépit

d'un contact avec les autres pas toujours évident. Malgré sa scolarisation depuis plusieurs années au Centre psychopédagogique pour enfants aux besoins spécifiques de Tébessa, Tarek n'a pas tardé à se distinguer parmi le reste de ses camarades, a indiqué à l'APS le directeur de cet établissement spécialisé, Lotfi Zentari, admiratif devant les bons résultats scolaires du jeune homme et son penchant pour la culture, notamment les arts plastiques. M.Zentari a ajouté que l'entregent de Tarek, son doigté et ses aptitudes pour le dessin ont conduit les responsables du Centre à l'orienter vers le Club de la créativité de la maison de la Culture qui l'a accueilli et lui a donné l'occasion de "développer son talent sous la supervision d'un professeur spécialisé, lui

permettant ainsi de participer au 15ème Salon national des beaux-arts". De son côté, Mohamed Dhouadi, père du jeune peintre, a indiqué que son fils, muni de stylos, se distinguait, dès l'enfance, par une prédisposition pour le dessin et la créativité. "Il passait, à la maison, le plus clair de son temps au milieu de feuilles de papier et de stylos, dessinant et imitant des calligraphies parfois compliquées", a confié M. Dhouadi, ajoutant que son fils arrivait à "achever des dessins toujours différents les uns des autres". Pour lui, Tarek utilise le dessin et la peinture comme moyen de communication avec ses parents et son superviseur pédagogique du Centre pour "exprimer ce qu'il ne peut pas dire à travers des écrits et des dessins". Il se démarque, a enco-

re affirmé son père, par "une grande précision dans l'utilisation des couleurs qu'il parvient à coordonner et à harmoniser". Le directeur de la maison de la Culture, Mounir Mouissi, a estimé, quant à lui, que le fait de donner la possibilité à ce jeune créatif de participer à un événement culturel de dimension nationale, "ne peut que l'encourager à continuer d'exprimer son talent et à le développer, à travers le dessin et la peinture, ce qui constitue aussi un soutien moral pour lui et ses parents". Le même responsable a conclu en affirmant que les portes de la maison de la Culture, ses ateliers dédiés à l'audiovisuel, à la photographie, aux arts plastiques, à la céramique, au théâtre et à d'autres activités sont "ouverts à tous.

APS

AÏN DEFLA : 3 MILLIONS DE QUINTAUX DE POMME DE TERRE DE SAISON ATTENDUS

Une production prévisionnelle de près de 3 millions de quintaux de pomme de terre de saison durant la saison agricole 2022/2023 est attendue dans la wilaya d'Aïn Defla. La production prévisionnelle de pomme de terre de saison, de consommation et de semence, sera réalisée grâce à un rendement moyen estimé à 380 quintaux de tubercules à l'hectare, a indiqué le directeur des services agricoles, Djamel Benchama. Il a souligné qu'une superficie de 150 hectares de la pomme de terre destinée à la consommation a été déjà récoltée à travers la wilaya depuis une dizaine de jours, indiquant que la superficie globale destinée à cette culture, durant la saison agricole en cours, est de plus de 7.800 hectares, dont 6.000 ha pour la semence et près de 2.000 ha pour la pomme de terre de la consommation. Pour ce qui est du prix de vente à la parcelle, le DSA a fait savoir que « la pomme de terre est cédée par le producteur à un prix variant entre 30 et 35 DA le kilogramme, tandis que le prix de revient d'un kilogramme de ce tubercule se situe entre 38 et 43 DA, engendrant une perte de 5 DA/kg », a-t-il estimé. Par ailleurs, pour la production de l'arrière-saison, les services agricoles de la wilaya ont réalisé une récolte de 1,5 million de quintaux de pomme de terre, sur une superficie exploitée de près de 5.000 hectares, a noté le premier responsable du secteur.

R.R.

BÉJAÏA : UNE BANDE DE DEALERS MISE SOUS LES VERROUS

Les éléments de la BRI relevant de la sûreté de wilaya de Bejaïa ont fait tomber une bande criminelle composée de 5 individus, dont une femme, originaires de la wilaya de Sétif et âgés de 23 à 33 ans. L'opération a été lancée suite à une information faisant état d'une tentative de transport d'une importante quantité de drogue dure (Ecstasy) afin de la commercialiser sur la bande côtière ouest de Bejaïa. Le dispositif mis en place a permis de repérer et d'identifier rapidement la bande à bord d'un véhicule conduit par une jeune femme. Après arrestation des trois personnes à bord et le contrôle minutieux de la voiture, 918 capsules d'ecstasy ont été découvertes. L'arrestation de deux autres complices au niveau d'un appartement loué a conduit à la découverte de 6,20 gde cocaïne, outre une somme de 18 millions de centimes saisie ainsi que cinq téléphones portables.

R. R.

Batna : 2,4 milliards DA pour renforcer l'approvisionnement en eau potable

Un montant de 2,4 milliards DA a été octroyé pour renforcer l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya de Batna au titre du programme d'urgence destiné à réduire le déficit enregistré. Le programme dont il est question comprend la réalisation et l'équipement de plusieurs forages, leur raccordement au réseau d'électricité ainsi que la réhabilitation de plusieurs forages dans les communes confrontées au déficit en eau potable, ont précisé les services de la wilaya. Une enveloppe de 300 millions de dinars a été consacrée au raccordement de la canalisation de pompage du barrage de Béni Haroun (Mila) directement à la station de traitement de l'eau du barrage de Koudiet Lemdouar



(Batna) pour y fournir 50.000 litres d'eau par jour, est-il indiqué. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, a donné dernièrement le coup d'envoi de la réalisation, l'équipement et l'alimentation en électricité de 10 forages dans les com-

munes de Batna, Djerma, Tazoult, Barika, Lazrou, Ain Touta et Arris. Il avait annoncé à l'occasion la réalisation de 14 autres forages et la réhabilitation de 28 autres dans 15 communes et l'acquisition de 200 pompes de réserves pour remplacer celles susceptibles de tomber en panne. Concernant la nouvelle canalisation de transfert de l'eau du barrage de Béni Haroun vers celui de Koudiet Lemdouar, le chantier de réalisation a été installé par l'entreprise publique qui en a été chargée, a-t-on encore indiqué. La wilaya de Batna a connu, début 2023, la mise en service de 22 nouveaux forages réalisés aux titres des Programmes communaux de développement et du programme sectoriel.

R. R.

Médéa : examen des dispositions relatives à la lutte contre les feux de forêt

Un montant de 2,4 milliards DA a été octroyé pour renforcer l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya de Batna au titre du programme d'urgence destiné à réduire le déficit enregistré. Le programme dont il est question comprend la réalisation et l'équipement de plusieurs forages, leur raccordement au réseau d'électricité ainsi que la réhabilitation de plusieurs forages dans les communes confrontées au déficit en eau potable, ont précisé les services de la wilaya.

Une enveloppe de 300 millions de dinars a été consacrée au raccordement de la canalisation de pompage du barrage de Béni Haroun (Mila) directement à la station de traitement de l'eau du barrage de Koudiet Lemdouar (Batna) pour y fournir 50.000 litres d'eau par jour, est-il indiqué. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, a donné dernièrement le coup d'envoi de la réalisation, l'équipement et l'alimentation en électricité de 10 forages dans les communes de Batna, Djerma, Tazoult, Barika, Lazrou, Ain

Touta et Arris. Il avait annoncé à l'occasion la réalisation de 14 autres forages et la réhabilitation de 28 autres dans 15 communes et l'acquisition de 200 pompes de réserves pour remplacer celles susceptibles de tomber en panne.

Concernant la nouvelle canalisation de transfert de l'eau du barrage de Béni Haroun vers celui de Koudiet Lemdouar, le chantier de réalisation a été installé par l'entreprise publique qui en a été chargée, a-t-on encore indiqué. La wilaya

de Batna a connu, début 2023, la mise en service de 22 nouveaux forages réalisés aux titres des Programmes communaux de développement et du programme sectoriel.

R. R.

Khenchela : plus de 6 000 LPL à attribuer durant le second semestre 2023

Au total de 6.363 logements publics locatifs (LPL) seront attribués à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Khenchela durant le deuxième semestre de l'année en cours, apprend l'APS des services de la wilaya. Les rapports de la Direction locale du logement de suivi des divers projets en cours de ce type de logement prévoient la réception de 6.363 logements LPL dans 13 communes au cours du deuxième semestre 2023, indique-t-on. Au total, 2.963 logements LPL veront la remise de leurs clés durant le troisième trimestre de l'année en cours à l'occasion du 61ème anniversaire de la

fête de l'indépendance, souligne-t-on à la wilaya, avant d'ajouter qu'un autre lot de 3.400 unités de la même formule sera attribué durant le quatrième trimestre 2023. Trois mille cent (3.100) unités seront ainsi distribuées au chef-lieu de wilaya, 500 à Chechar, 404 à Ouled Rechache, 400 à Babar, 300 à Ain Touila, 566 à Bouhmama, 293 à El Mehmél, 200 à N'sigha, 200 à Yabous et 400 dans les communes de Baghaï, Tamza, Taouzianet et R'mila, détaille-t-on. Parallèlement, il est prévu le lancement « prochainement » des projets de la réalisation de 600 logements répartis sur les communes de

N'sigha, El Mehmél, Babar, Kaïs et Bouhmama dès l'achèvement des procédures administratives légales. Lors de sa récente réunion avec les responsables du secteur du logement, le wali de Khenchela, Youcef Mehliout, a donné des instructions pour le renforcement du suivi et de l'accompagnement des divers projets de logements pour aplanir les éventuelles entraves, respecter les délais fixés et assurer la construction de cités nouvelles dotées de tous les équipements publics nécessaires, ajoute-t-on auprès des services de la wilaya.

APS

L'OCCIDENT DOIT S'HABITUER AU NOUVEAU

La Chine mérite un accueil positif au Moyen-Orient, dans la mesure où son engagement dans la région est plutôt axé sur le développement des exportations et du commerce que sur la recherche d'une domination coloniale.

Le rôle de la Chine dans la récente réconciliation entre l'Arabie saoudite et l'Iran, reconnu dans le monde entier, a pourtant été rejeté ou ignoré par les États-Unis et certains de leurs alliés. Plutôt que d'applaudir une initiative susceptible d'apporter la paix au Moyen-Orient, les principaux médias occidentaux se gardent de mentionner la contribution de la Chine ou rechignent à reconnaître que l'ère de la domination occidentale dans la région MENA est révolue. Cette détente devrait les inciter à comprendre que l'Arabie saoudite et l'Iran ont accepté de se réconcilier non pas parce que la Chine les a forcés à se rendre à Beijing pour signer un accord, mais parce que les deux pays apprécient les bonnes intentions de la Chine et reconnaissent sa capacité à aider les pays à régler leurs différends de manière raisonnée et sensée.

DES LIENS QUI REMONTENT À PLUS DE 2 000 ANS

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, où les économies nationales sont imbriquées et interdépendantes, la coexistence pacifique et le respect des intérêts fondamentaux des autres pays devraient toujours figurer en tête de l'ordre du jour des relations internationales. L'approche colonialiste ou impérialiste visant à acquérir une domination régionale et mondiale, fondée sur le traditionnel « diviser pour mieux régner », n'a pas sa place dans le monde moderne et doit être dénoncée par la communauté internationale. De nombreux commentateurs omettent le fait que les liens entre la Chine et le Moyen-Orient remontent à plus de 2 000 ans, de l'époque du Perse Darius le Grand jusqu'à l'Égypte sous l'Empire romain, lorsque le commerce entre la Chine (à l'époque de la dynastie Han) et la région MENA actuelle prospérait le long de l'ancien-

ne route de la soie. Ces dernières années, alors que la croissance économique de la Chine perdure et que le climat politique dans la région MENA se stabilise, la coopération entre les deux parties se développe rapidement. Les dernières statistiques en date publiées par le gouvernement chinois font état d'une augmentation de 27,1 % du commerce bilatéral entre la Chine et les dix-huit pays de la région, chiffré à plus de 500 milliards de dollars en 2022. Alors que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Iran chercheraient activement à développer leurs propres capacités de production et à moderniser leur développement urbain ainsi que leurs compétences en matière de technologies numériques et financières, l'expérience et les capacités de la Chine dans des domaines tels que le développement de villes intelligentes en font un partenaire logique et privilégié pour ces pays.

Au début de l'année 2023, l'un des géants chinois des télécommunications a identifié la région MENA comme la nouvelle frontière en matière de croissance. La demande presque insatiable de la Chine en pétrole et en gaz de la région vient renforcer ce lien. Au début de l'année 2023, l'un des géants chinois des télécommunications a identifié la région MENA comme la nouvelle frontière en matière de croissance, avec des investissements dans l'infrastructure mobile estimés à 70 milliards de dollars sur la période 2019-2025. La production automobile chinoise au Moyen-Orient se développe également. De plus en plus de voitures fabriquées par des entreprises chinoises, y compris des véhicules électriques, circulent désormais sur les routes en Arabie saoudite, au Koweït, aux Émirats arabes unis, au Qatar, en Irak, à Bahreïn, en Jordanie ou encore au Liban. Rien que dans la région du Golfe, on

rapporte que 200 millions de voitures de fabrication chinoise ont été vendues au total en 2022, soit une augmentation de 10 % à 15 % d'un an. Les pays du Conseil de coopération du Golfe.

DES AVANTAGES

Ce ne sont là que quelques-unes des raisons pour lesquelles un accueil positif de la Chine dans la mesure où elle apporte des bénéfices pour son engagement dans la région sont considérés comme un développement commerciallement bénéfiques.

MAIS SURTOUT, LA CHINE RESPECTE LES INTÉRÊTS DES AUTRES ET NE S'ESSAIE PAS D'IMPOSER SA DOMINATION D'AUTRES PAYS

L'absence d'éléments de l'histoire chinoise n'est pas un tel point que la « Chine » souvent proclamée par ses alliés est gérée dans la région. Quant à l'initiative de la soie, lancée en 2013 par Xi Jinping, il est évident que les pays du monde ont hébergé des projets

DISCOURS DE WANG YI, CONSEILLER D'ÉTAT, AU FORUM CHINE-AFRIQUE SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

«L'AFRIQUE SOUHAITE UNE COOPÉRATION BÉNÉFIQUE AVEC LA CHINE»

«Tout d'abord, je tiens à vous souhaiter une chaleureuse bienvenue à la Réunion des coordinateurs de la mise en œuvre des actions de suivi du Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA). Je suis très heureux de retrouver mes frères et sœurs africains. En novembre dernier, grâce aux efforts conjoints de la Chine et de l'Afrique, la 8e Conférence ministérielle du FCSA s'est tenue avec succès à Dakar, capitale sénégalaise. À cette occasion, quatre documents finaux dont la Déclaration de Dakar ont été adoptés et le Président Xi Jinping a annoncé le lancement des neuf programmes de coopération sino-africaine. La Conférence, amicale et pragmatique, revêt une signification importante pour faire rayonner l'amitié traditionnelle entre la Chine et l'Afrique, consolider leur solidarité et coopération et bâtir une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique à l'ère nouvelle. Neuf mois après la clôture de la Conférence, nous nous réjouissons de voir que malgré les aléas survenus dans la situation internationale, la multiplication des défis globaux et des perturbations extérieures, la Chine et l'Afrique ont toujours gardé leur détermination, fait preuve de solidarité et donné la priorité à la coopération. La mise en œuvre des acquis de la Conférence a enregistré des progrès encourageants, apportant ainsi des bénéfices tangibles aux peuples africains. Nous avons défendu ensemble l'équité et la justice internationales. Face à toutes sortes d'actes hégémoniques et d'intimidations, la Chine et l'Afrique se sont tenues côte à côte. Nous apprécions l'attachement ferme des pays africains au principe d'une seule Chine et leur soutien ferme aux efforts de la Chine visant à préserver la

souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale du pays. La Chine a, quant à elle, défendu la juste cause de ses frères et sœurs africains aux Nations Unies et dans d'autres enceintes multilatérales et s'est opposée à toutes les ingérences infondées et sanctions unilatérales contre l'Afrique. Par des efforts solidaires et coordonnés, la Chine et l'Afrique sont devenues un pilier pour sauvegarder les droits et intérêts légitimes des pays en développement, défendre les buts et principes de la Charte des Nations Unies et préserver le multilatéralisme et l'équité et la justice internationales. Nous avons consolidé ensemble la coopération pour le développement. La Chine et l'Afrique ont poursuivi leur coopération en matière d'infrastructures. Depuis la Conférence de Dakar, le pont de Foundiougne au Sénégal, la voie rapide reliant l'Aéroport international Jomo Kenyatta à Nairobi au Kenya, l'autoroute Kribi-Lolabé au Cameroun, la ligne de train léger à 10th of Ramadan City en Égypte et bien d'autres grands projets ont été achevés et ont contribué énergiquement à l'industrialisation en Afrique. La Chine travaille à surmonter les difficultés et les perturbations pour mettre en œuvre à pas assuré les engagements qu'elle a pris lors de la Conférence de Dakar. Dans la ligne de crédit de 10 milliards de dollars américains mise à la disposition des institutions financières africaines par la Chine, plus de 3 milliards de dollars américains ont été concrétisés, dont près de 2,5 milliards ont été accordés pour financer des projets prioritaires africains. Dans la ligne de financement du commerce extérieure de 10 milliards de dollars américains, plus de 2 milliards ont été alloués. En sept mois, les importations chinoises depuis l'Afrique ont atteint 70,6 milliards de dollars américains et les investissements des entre-

prises chinoises en Afrique ont totalisé 2,17 milliards de dollars américains. Nous sommes prêts à réallouer à l'Afrique 10 milliards de dollars américains de nos DTS à travers deux canaux du FMI et ferons en sorte que les financements chinois soient utilisés par le FMI pour l'Afrique. Nous avons travaillé ensemble à faire face à la crise alimentaire mondiale. Depuis le début de cette année, la Chine a signé des échanges de lettres avec 12 pays africains sur l'application du tarif douanier zéro jusqu'à 98% des produits exportés vers la Chine. Elle a fourni à Djibouti, à l'Éthiopie, à la Somalie, à l'Érythrée et à d'autres pays des aides alimentaires d'urgence. Davantage de produits agricoles de spécialité africains ont eu l'accès au marché chinois via les « corridors verts ». Les premiers quatre centres conjoints sino-africains d'échanges, de démonstration et de formation sur les technologies agricoles modernes ont été inaugurés. Les entreprises chinoises ont augmenté leurs investissements dans l'agriculture en Afrique, y ont élargi la production céréalière et accompagné, à travers l'initiative «Cent entreprises dans mille villages», les agriculteurs africains pour la création d'emploi et la lutte contre la pauvreté. Nous avons construit ensemble une ligne de défense solide contre la COVID-19. La Chine a fourni à 27 pays africains 189 millions de doses de vaccin anti-COVID-19, et la production conjointe par les deux parties de vaccins en Afrique est dotée d'une capacité annuelle d'environ 400 millions de doses. Avec la réalisation de la structure principale, les travaux du siège du CDC africain seront achevés début l'année prochaine. La modernisation de l'hôpital de l'amitié Chine-Guinée a été achevée et des projets de partenariats d'hôpitaux au Soudan du Sud, en République centrafricaine, au Tchad et au Malawi ont été approuvés.

La Chine a envoyé en Afrique 332 professionnels de santé supplémentaires. Les équipes médicales chinoises, composées de près d'un millier de professionnels, ont effectué 250 000 consultations et plus de 30 000 opérations, sauvé plus de 4 500 malades en situation grave, et formé 3 600 professionnels de santé locaux. Des étudiants africains ont commencé à retourner en Chine reprendre leurs études. 14 établissements chinois de formation professionnelle ont créé les partenariats avec 13 universités africaines. Nous avons promu ensemble un développement durable et résilient. La Chine et l'Afrique ont élargi leur coopération sur les énergies propres dont le solaire et l'éolien, avec l'entrée en service des projets prioritaires dont le barrage de Kafue Gorge Lower en Zambie. Les deux parties ont organisé avec succès le Symposium sur la construction de la Grande muraille verte, mis en place des projets de coopération Sud-Sud contre le changement climatique au Botswana et au Burkina Faso, construit aux Seychelles une zone de démonstration bas carbone et soutenu Madagascar, le Mozambique et d'autres pays africains dans la lutte contre le cyclone et le renforcement de la capacité de prévenir et de réduire les catastrophes naturelles. Nous avons œuvré ensemble à la paix et à la stabilité régionales. La Chine a avancé la Perspective pour la paix et le développement dans la Corne de l'Afrique, nommé un envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, et soutenu les pays de la région dans l'organisation de la conférence pour la paix dans la Corne de l'Afrique. Le 2e Forum Chine-Afrique sur la paix et la sécurité et le Séminaire sur la situation sécuritaire dans le Golfe de Guinée se sont tenus avec succès. La Chine a continué à apporter aux pays du Sahel, de la Corne de

E DANS LA RÉGION MENA EST RÉVOLUE

LE RÔLE DE LA CHINE AU MOYEN-ORIENT

000 voitures de
se ont été impor-
2, ce qui représen-
es ventes dans les
le coopération du

ES MUTUELS.

quelques-unes des
elles la Chine méri-
f au Moyen-Orient,
les raisons expri-
gement dans la
érées comme pure-
s et mutuellement

T, LA CHINE S CULTURES T N'A JAMAIS OLONISER S.

nt colonialiste dans
assurance peut-être, à
menace chinoise »
par les États-Unis
généralement igno-
MENA.

de nouvelle route
a 2013 par le prési-
onvient d'affirmer
monde entier qui ont
s en collaboration



avec la Chine sont peut-être mieux
placés pour confirmer que son rôle
majeur est d'augmenter la capacité
d'exportation de la Chine plutôt que

de porter une mission géopolitique
visant à dominer la région ou le
monde.

Cette initiative regroupe aujourd'hui

151 pays et 32 organisations interna-
tionales, dont de nombreux pays de la
région MENA, qui ont manifesté leur
volonté de participer à plus de 3 000
projets représentant un investisse-
ment total de plus de 1 000 milliards
de dollars.

Cependant, nous vivons dans un
monde en évolution rapide et la paix
est une chose que nous ne devrions
jamais considérer comme acquise.

Le processus de dédollarisation,
déclenché par un nombre croissant
de pays désireux de régler leurs
échanges bilatéraux en monnaies
locales, y compris au Moyen-Orient,
constitue un défi manifeste pour le
pétrodollar. Ce phénomène a égale-
ment suscité un débat quant à savoir
si le yuan chinois est en passe de
concurrencer le dollar américain en
tant que monnaie de réserve.

Si le monde est en passe de devenir
multipolaire et que cette période de
transition est susceptible de durer
des années voire des décennies, les
conflits entre la puissance montante
chinoise et l'actuelle superpuissance
américaine sont inévitables

Si, comme on le pense généralement,
le monde est en passe de devenir mul-
tipolaire et que cette période de tran-
sition est susceptible de durer des
années voire des décennies, les

conflits entre la puissance montante
chinoise et l'actuelle superpuissance
américaine sont inévitables sur de
nombreux fronts.

Ces conflits pourraient notamment
porter sur la sécurité nationale et
régionale, la protection des réserves
financières de chaque pays ou encore
les mécanismes qui régissent notre
liberté de commerce et la chaîne d'ap-
provisionnement mondiale.

Il reste à voir si l'engagement de la
Chine au Moyen-Orient sera durable
et comment elle fera face aux défis
inévitables provenant de la région
MENA comme de l'extérieur, tout en
tenant compte de la pression exercée
sur l'économie nationale chinoise qui
connaît une transformation structu-
relle. Nelson Wong est président du
Shanghai Centre for RimPac Strategic
and International Studies, une institu-
tion de recherche non-gouvernemen-
tale à but non lucratif basée à Shan-
ghai (Chine), et membre actif du club
de discussion Valdaï, un think tank
basé à Moscou. À la tête d'ACN World-
wide, une société de conseil en
affaires et en investissements, il est
également administrateur indépen-
dant et président du comité d'audit de
deux sociétés cotées au NASDAQ.

**Par Nelson Wong/Arrêt sur
info/28 mai 2023**

FORUM SUR LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE

E, NON LE JEU GÉOSTRATÉGIQUE ENTRE PUISSANCES»

l'Afrique et du Golfe de Guinée des aides
militaires sans contrepartie, et fourni à la
République centrafricaine et à la Namibie
des aides en matériel de police, pour sou-
tenir les pays de ces régions dans le ren-
forcement de leurs capacités autonomes
de maintien de la stabilité et de promotion
de la paix.

Chers collègues, chers amis, la coopération
sino-africaine a porté des fruits qui sont le
résultat d'efforts assidus et aura un avenir
prometteur. Réussir la coopération sino-
africaine, c'est d'injecter sans cesse une
nouvelle dynamique au développement
mondial, c'est d'apporter sans cesse une
énergie positive à la stabilité mondiale,
c'est de donner sans cesse un nouvel
espoir aux peuples du monde. Nous
sommes convaincus que l'amitié sino-afri-
caine saurait résister aux épreuves et aux
turbulences et sera toujours un pilier de la
coopération Sud-Sud et un bel exemple
des relations internationales.

Premièrement, nous devons poursuivre le
principe de sincérité, de résultats réels,
d'amitié et de bonne foi et renforcer la soli-
darité et l'entraide. La Chine restera att-
chée à ce principe et à la recherche du plus
grand bien et des intérêts partagés avan-
cés par le Président Xi Jinping et continue-
ra d'être un partenaire de l'Afrique dans
l'esprit de respect mutuel, d'égalité et de
coopération sincère. Elle soutient ferme-
ment les pays africains dans leurs efforts
visant à poursuivre leur propre voie et à
construire une Afrique unie et forte. La
Chine soutient l'adhésion de l'Union Afri-
caine au G20, soutient l'Ouganda dans ses
efforts pour assurer le succès de la pro-
chaine réunion de haut niveau sur le Mou-
vement des non-alignés. Elle entend tra-
vailler avec l'Afrique pour faire valoir les
Cinq Principes de la Coexistence pacifique,
porter le véritable multilatéralisme et
défendre ensemble les droits et intérêts

légitimes des pays en développement.

Deuxièmement, nous devons prendre des
actions concrètes et œuvrer au développe-
ment commun. La Chine honore toujours
ses engagements. Elle continuera de faire
des besoins de la partie africaine le point
de départ de sa coopération avec l'Afrique
et de travailler avec elle pour mettre en
œuvre solidement les neuf programmes et
promouvoir la coopération de qualité dans
le cadre de l'Initiative «la Ceinture et la
Route ». Elle annulera 23 prêts sans inté-
rêts arrivant à échéance fin 2021 de 17
pays africains.

Nous saluons et soutenons la décision de la
Tanzanie et de la Zambie de relancer le
chemin de fer Tanzanie-Zambie. La Chine
continuera de participer activement, sous
forme de financement, d'investissement et
d'aide, à la construction de grandes infra-
structures en Afrique. Dans le même
temps, elle continuera d'élargir l'importa-
tion en provenance de l'Afrique, de soute-
nir le développement de l'agriculture et de
l'industrie manufacturière en Afrique et
d'élargir la coopération dans les secteurs
émergents tels que l'économie numérique,
la santé et le développement vert et bas
carbone. Tenant compte des aspirations
communes de l'ensemble des pays en
développement, le Président Xi Jinping a
avancé l'Initiative pour le Développement
mondial et annoncé la transformation du
Fonds d'aide pour la coopération Sud-Sud
en un fonds pour le développement mon-
dial et la coopération Sud-Sud avec l'ap-
port de nouvelles contributions finan-
cières. La Chine a lancé la construction
d'un vivier de projets dans le cadre de l'Ini-
tiative pour le Développement mondial et
les pays africains sont les bienvenus à
déposer des demandes. Nous publierons
en temps utile un Plan d'action sur le déve-
loppement commun Chine-Afrique.

Pour aider à répondre à la pénurie alimen-

taire en Afrique, le gouvernement chinois
a décidé de fournir d'ici la fin d'année, une
aide alimentaire supplémentaire aux 17
pays africains qui en ont besoin et d'en-
courager plus d'entreprises à investir dans
la production et la transformation agri-
coles en Afrique pour accompagner le
continent dans la réalisation de l'autosuffi-
sance alimentaire.

Troisièmement, nous devons poursuivre
l'esprit d'indépendance et promouvoir
ensemble la paix dans la région. La Chine
continuera de soutenir l'Afrique dans ses
efforts visant à promouvoir les solutions
africaines aux questions africaines et de
s'opposer à l'ingérence des forces exté-
rieures dans les affaires intérieures des
pays africains ainsi qu'à l'incitation à la
confrontation et au conflit en Afrique. La
Chine entend accélérer la concrétisation
des aides militaires à l'Union Africaine et
aux pays de la région, renforcer les capaci-
tés africaines en matière de lutte contre le
terrorisme et de maintien de la stabilité, et
contribuer à la mise en œuvre par l'Afrique
dans les plus brefs délais de l'initiative
«Faire taire les armes en Afrique ». La
Chine entend travailler avec l'Afrique pour
mettre en œuvre l'Initiative pour la Sécuri-
té mondiale, accroître les investissements
dans le Fonds Chine-ONU pour la paix et le
développement et optimiser les opéra-
tions onusiennes de préservation de la sta-
bilité et de promotion de la paix en
Afrique.

Quatrièmement, nous devons transmettre
l'amitié et promouvoir le rapprochement
des peuples. La Chine surmontera les diffi-
cultés dues à la COVID-19 pour œuvrer
activement à ce que tous les étudiants afri-
cains qui le souhaitent puissent reprendre
leurs études en Chine, rouvrir de manière
ordonnée la formation en présentiel de
courte durée en Chine, continuer à aug-
menter le nombre de vols commerciaux

entre la Chine et l'Afrique et faciliter les
échanges humains et commerciaux entre
les deux parties. La Chine prépare active-
ment un concours sur l'innovation et l'en-
trepreneuriat des jeunes chinois et afri-
cains, soutient le renforcement des
échanges et coopération entre les think
tanks, les médias, les associations non-
gouvernementales, les jeunes et les
femmes afin de renforcer sans cesse les
liens d'amitié entre les peuples chinois et
africains.

Cinquièmement, nous devons poursuivre
l'ouverture et l'esprit gagnant-gagnant et
promouvoir un développement sain de la
coopération internationale avec l'Afrique.
La Chine est heureuse de voir la commu-
nauté internationale continuer de porter
de l'intérêt et du soutien à l'Afrique et est
prête à développer, avec l'accord de nos
frères africains, des coopérations tripar-
tites ou entre plusieurs parties en Afrique.
Ce dont l'Afrique a besoin, c'est un envi-
ronnement de coopération apaisé et ami-
cal, et non la mentalité de la guerre froide
et la logique du jeu à somme nulle. Ce que
l'Afrique souhaite, c'est une coopération
mutuellement bénéfique dans l'intérêt des
peuples, et non le jeu géostratégique entre
grandes puissances.

Durant les plus de 20 ans de développe-
ment, le FCSA a joué un rôle actif pour
orienter la coopération internationale
avec l'Afrique dans la bonne direction.
Dans la nouvelle situation, la Chine entend
travailler avec ses amis africains pour
continuer de développer le mécanisme du
FCSA et le faire briller d'un plus grand
éclat. Nous envisagerons favorablement
d'institutionnaliser la Réunion des coordi-
nateurs de la mise en œuvre des actions de
suivi du FCSA et mobiliserons plus de res-
sources vers l'Afrique pour que le FCSA
continue d'être un étendard et une réfé-
rence de la coopération avec l'Afrique».

SOUDAN :

LE CESSEZ-LE-FEU PROLONGÉ DE CINQ JOURS

Un communiqué commun de l'Arabie saoudite et des États-Unis a été rendu public lundi. L'Arabie saoudite et les États-Unis ont annoncé, lundi, que l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, ont convenu de prolonger le cessez-le-feu signé le 20 mai, de cinq jours. C'est ce qui ressort du communiqué commun de Riyad et Washington diffusé par l'ambassade des États-Unis à Khartoum sur son compte Twitter. «L'Arabie saoudite et les États-Unis se félicitent de l'accord trouvé entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide pour prolonger le cessez-le-feu de cinq jours», indique le communiqué. Le communiqué précise que cette nouvelle prolongation de la trêve «permettra l'acheminement de l'aide humanitaire ainsi que le rétablissement des services essentiels». Selon la même source, d'autres négociations suivront «pour un cessez-le-feu durable». «Bien qu'il n'a pas été pleinement appliqué, le cessez-le-feu signé le 20 mai a permis l'acheminement de l'aide humanitaire à environ un million de Soudanais dans le besoin», ajoute le communiqué. La prolongation de la trêve «permettra plus d'efforts humanitaires», selon les deux pays médiateurs. L'armée régulière et les Forces de soutien rapide avaient accepté une trêve de sept jours à compter du 22 mai, après des négociations initiées par Washington et Riyad. Le cessez-le-feu qui devait expirer lundi 29 mai, avait pour but de faciliter la livraison et la distribution de l'aide humanitaire, le rétablissement des services essentiels et le retrait des troupes des hôpitaux et des infrastructures publiques. Depuis la mi-avril, les combats font rage au Soudan entre l'armée régulière fidèle au général Abdel Fattah al-Burhan et les paramilitaires des Forces de soutien rapide, menés par le général Mohamed Hamdane Daglo, dit «Hemedti». Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités.

I.M./Agences

SÉNÉGAL :

Des partisans de Sonko se livrent à des violences à Dakar

Des actes de saccage ont été perpétrés lundi à Dakar après que des leaders de l'opposition et sympathisants de l'opposant Ousmane Sonko ont été interdits d'accès à son domicile, faisant l'objet depuis dimanche soir d'un blocus imposé par les Forces de défense et de sécurité (FDS).



Les partisans de Sonko ont été repoussés à coups de grenades lacrymogènes par un impressionnant dispositif sécuritaire déployé autour de son domicile à la Cité Gorgui, en plein cœur de la capitale sénégalaise. "Nous dénonçons avec la dernière énergie cette interdiction d'accéder chez le président Ousmane Sonko. Aussitôt arrivés aux environs de son domicile, nous avons été gazés sans explication", a dénoncé Dethié Fall, membre de la coalition de l'opposition Yewwi Askan wi (Yaw) et du F24. Plusieurs personnes dont Aliou Sané, coordonnateur du mouvement "Y'en a marre",

ont été interpellées suite à une tentative d'accéder à la résidence de Sonko. Des heurts ont éclaté dans la foulée entre FDS et partisans du leader des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), ripostant par des jets de pierres et des pneus brûlés par endroit. Eloignés du domicile de Sonko, ils se sont livrés à des actes de saccage dans la capitale, a constaté le correspondant d'Anadolu. Pas moins de 9 voitures, dont deux bus de la société nationale Dakar Dem Dikk, ont ainsi été incendiées entre les quartiers de Liberté 6 et Sacré Cœur 3.

DES DÉGÂTS ONT AUSSI ÉTÉ CONSTATÉS SUR LE CHANTIERS DU BUS TRANSIT RAPIDE (BRT).

"Ce n'est pas de la politique mais des actes de vandalisme. C'est désolant ce qui se passe ici. Ils ont incendié des véhicules qui ne m'appartiennent même pas", s'est insurgé sur les ondes de la radio privée RFM, le ministre conseiller Matar Ba dont deux de ses véhicules ont été incendiées à la devanture de sa maison.

LA RÉSIDENCE DE SERIGNE MBAYE THIAM, MINISTRE DE L'ASSAINISSEMENT, A ÉTÉ AUSSI PRISE POUR CIBLE.

Le pays est plongé depuis quelques mois dans une situation tendue avec en toile de fonds la présidentielle de février 2024. Sonko, dont la participation à la présidentielle est menacée par sa condamnation le 8 mai à une peine de six mois de prison avec sursis, a lancé vendredi dernier, depuis Ziguinchor (Sud), sa "Caravane de la liberté" pour rallier Dakar. La procession a été interrompue dimanche par les FDS ayant intercepté l'opposant à Koungeul (Sud Est) avant de l'acheminer à son domicile dakarois sous forte surveillance policière depuis lors. Le verdict de son procès pour viol présumé est attendu le 1er juin

I.M./A.A.

TUNISIE :

L'exercice militaire tuniso-américain "African Lion" se poursuit

Le ministère tunisien de la Défense nationale a annoncé, lundi, que les manœuvres militaires "African Lion 2023", menées entre des formations militaires tunisiennes et américaines, se poursuivent pour la troisième semaine consécutive en Tunisie. C'est ce qui ressort d'un communiqué publié par le ministère et relayé par l'agence Tunis-Afrique Presse (TAP/offi-

ciel), précisant que "ces exercices se déroulent avec la participation des observateurs de pays africains, dans le champ de tir et de manœuvres à Ben Ghilouf, délégation d'El Hamma". Ces exercices ayant débuté le 8 mai courant et qui se poursuivront jusqu'au 6 juin 2023, "visent à améliorer les capacités opérationnelles de l'armée tunisienne à travers des exer-

cices sur le terrain, des manœuvres conjointes et des opérations militaires navales et aériennes". Dans le programme, "des cours théoriques et pratiques dans les domaines de l'ingénierie militaire, la sécurité cybernétique, le droit international et les techniques d'information et de communication", a fait savoir la TAP

I.M./agences

190 CASQUES BLEUS ONT ÉTÉ TUÉS DEPUIS LE DÉPLOIEMENT DE LA MISSION ONUSIENNE AU MALI EN 2013

Mali : la MINUSMA célèbre la journée des Casques bleus sur fond de contestation

La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) a célébré, ce lundi, le 75^e anniversaire de la Journée internationale des Casques bleus, dans un contexte de manifestations contre sa présence dans le pays.

Le thème choisi pour cette célébration est : «la paix commence avec moi». Ce choix a une double signification selon les responsables onusiens. Il met en évidence «la responsabilité qui incombe à chacun et à chacune d'entre nous pour contribuer à la quête de la paix. Contribuer à la paix par nos comportements dans les gestes de la vie quotidienne. Contribuer à la paix par la compassion que nous témoignons à nos semblables. Contribuer à la paix par l'exemple que nous donnons dans nos familles,

dans nos communautés et dans nos lieux de travail».

Selon le représentant du secrétaire général de l'ONU et chef de la MINUSMA, El Ghassim Wane, 190 Casques bleus ont perdu la vie au Mali depuis 2013, du fait d'actes hostiles «Je voudrais leur rendre un hommage appuyé et saluer leur sens du devoir. Mes pensées vont également aux centaines de Casques bleus blessés, certains handicapés à vie, dans le cours de leur déploiement au Mali», a déclaré Wane affirmant que «cette cérémonie est précisément un moment solennel de souvenir, empreint d'une forte émotion, pour ces héros».

El-Ghassim Wane a déclaré qu'à la date de mars 2023, 54 policiers et militaires maliens étaient déployés au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies

pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), en Centrafrique, et de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). A travers eux, le Mali apporte sa part de solidarité à d'autres pays confrontés à des défis similaires».

Il a indiqué que «l'environnement dans lequel nous opérons aujourd'hui est aussi devenu extrêmement dangereux. Il l'est, en particulier, pour la MINUSMA du fait de l'omniprésence de la menace terroriste». «À cela s'ajoute, de plus en plus, le fléau de la désinformation et de la mésinformation, qui complique immensément l'exécution de notre mandat d'appui aux efforts des autorités maliennes et au peuple malien. Celui-ci met en danger la sécu-

rité de nos Casques bleus, surtout lorsque ce fléau s'accompagne d'appels à la violence lancés par des individus sur les réseaux sociaux», a-t-il fait savoir.

Jeudi dernier, un millier de personnes se sont rassemblées au palais des sports de Bamako pour exiger le départ de la mission onusienne, a constaté le correspondant d'Anadolu présent sur place.

Le rassemblement a été initié par le mouvement de la société civile "Yèrèwolo (hommes dignes) Debout sur les Remparts" et une trentaine d'associations.

«La MINUSMA doit partir maintenant, elle n'est plus utile pour le Mali car c'est une fabrication française. Elle est dirigée par des militaires français et alliés. Elle continue d'entretenir la guerre et la peur au Mali et de

soutenir les terroristes», a déclaré Sidiki Kouyaté, porte-parole du mouvement dans un discours prononcé devant la foule.

Le 18 mai courant, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, avait déploré les trois options proposées par le secrétaire général des Nations unies concernant l'avenir de la mission onusienne lors d'une rencontre avec les ambassadeurs accrédités au Mali. Il s'agit d'une augmentation des effectifs des Casques bleus, une reconfiguration à effectifs constants et une transition vers une «mission politique» sans Casques bleus. Pour le Chef de la diplomatie malienne, «aucune des options ne répond aux attentes du Mali qui sont principalement d'ordre sécuritaire»

R.I./Agences

LIGUE 1 MOBILIS

Sorties périlleuses pour le leader et son dauphin

Le MCEB, l'autre promu qui a déjoué tous les pronostics, tentera de décrocher un bon résultat à Alger dans l'objectif de se rapprocher du podium. Le match JS Saoura-USM Alger a été reporté au 4 juillet prochain en raison de l'engagement du club algérois en finale de la Coupe de la Confédération africaine face aux Tanzaniens des Young Africans.



Le leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football le CR Belouizdad, et son dauphin, le CS Constantine, seront au rendez-vous avec les chocs des extrêmes, en affrontant respectivement le NC Magra et l'US Biskra, qui luttent pour leur maintien. Le CRB (1^{er}, 50 pts), qui reste sur une bonne série de six matchs sans défaite, espère se rapprocher un peu plus d'un quatrième titre de rang, cela passera inéluctablement par un bon résultat face au NCM (14e, 26 pts). Le NCM devra impérativement l'emporter, d'autant qu'il ne compte qu'une seule longueur d'avance sur le premier relégable le Paradou AC (15e, 25 pts). Les deux équipes vont se rencontrer pour la deuxième fois en l'espace de quelques jours, après la demi-finale de la Coupe d'Algérie, remportée par le Chabab (1-0), vendredi au stade Chahid Hamlaoui de Constantine. Le CS Constantine (2e, 43 pts) se rendra du côté de la capitale des "Zibans" pour défier l'USB (12e, 28 pts), qui n'a plus goûté à la victoire

depuis trois journées. Si formation constantinoise espère garder le contact avec le leader en visant un bon résultat à Biskra, l'USB abordera ce rendez-vous avec l'intention de gagner et faire un pas vers le maintien. De son côté, le MC Alger (3e, 36 pts) sur sa lancée, recevra l'USM Khenchela (4e, 35 pts) dans un match piège pour les Algérois, eu égard des bonnes dispositions affichées par le nouveau promu depuis le début de l'exercice. Le "Doyen" qui aspire à sauver sa saison par une place africaine, n'aura pas le droit à l'erreur face à une équipe de l'USMK qui va se déplacer à Alger pour frapper un bon coup, elle qui lutte pour le même objectif que le Mouloudia.

FAUX PAS INTERDIT POUR LE PARADOU AC

L'ES Sétif (4e, 35 pts), qui reste sur deux revers de rang, aura une belle occasion de renouer avec la victoire en accueillant la JS Kabylie (13e, 27 pts), dans un match qui s'annonce indécis et ouvert à tous les pronostics. Le retour en forme des "Canaris", depuis notamment l'arrivée à la barre technique de Youcef Bouzidi, va leur permettre d'aborder ce rendez-vous avec un moral au beau fixe, dans l'espoir de poursuivre leur mission de sauvetage. Dans le ventre mou du tableau, le MC Oran (9e, 30 pts) évoluera sur du velours à domicile face à la lanterne rouge le HB Chelghoum Laïd (16e, 3 pts), déjà relégué en Ligue 2 depuis plusieurs journées. L'ASO Chlef (9e, 30 pts) effectuera, quant à elle, un déplacement périlleux au centre du pays pour défier le RC Arbaâ (11e,

29 pts), qui figure dans le Top 5 des meilleures équipes à domicile depuis le début de la saison avec un bilan 25 points pris sur 33 possibles. Dans le bas du tableau, le Paradou AC (15e, 25 pts) n'aura d'autre alternative que de l'emporter à domicile face au MCE El-Bayadh (6e, 33 pts) pour éventuellement quitter sa position de relégable en cas de défaite du NCM et de la JSK. Le MCEB, l'autre promu qui a déjoué tous les pronostics, tentera de décrocher un bon résultat à Alger dans l'objectif de se rapprocher du podium. Le match JS Saoura-USM Alger a été reporté au 4 juillet prochain en raison de l'engagement du club algérois en finale de la Coupe de la Confédération africaine face aux Tanzaniens des Young Africans.

APS

COUPE DE LA CAF (FINALE - ALLER) YOUNG AFRICAINS - USM ALGER (1-2)

L'entraîneur de l'USM Alger Abdelhak Benchikha a prévenu contre tout excès de confiance, à l'issue de la victoire de son équipe dimanche face aux Tanzaniens des Young Africans (2-1), en finale (aller) de la Coupe de la Confédération africaine de football, disputée au stade Benjamin Mkaba à Dar Es-Salam. Cité dans une dépêche de l'APS, il souligne : « Nous n'avons pas encore remporté le trophée, et je suis conscient de ce que j'avance. Les Young Africans n'auront rien à perdre lors de la seconde manche, qui sera une autre paire de manches et le match sera différent du premier. Nous devons rester concentrés, nous n'avons fait qu'un pas vers le titre ». Le club algérois a réalisé une belle opération en s'imposant en déplacement, grâce à des buts de Mahious (32e) et Merili (84e), alors que l'unique réalisation de "Yanga" a été l'œuvre du Congolais Fiston Mayele (82e). Il a ajouté : « Je suis très content de ce résultat, pour nos supporters et pour l'Algérie. Nous avons réalisé une première période exemplaire de haut niveau, notamment sur le plan tactique ». « La deuxième mi-temps a été difficile devant un adversaire coriace, mais, a-t-il poursuivi nous avons su la gérer après avoir marqué le deuxième but juste après l'égalisation » Et d'enchaîner : "Les joueurs étaient bien en place, en fermant les espaces, la communication entre eux sur le terrain a été l'une des clés du succès". La finale "retour" se jouera le samedi 3 juin au stade olympique du 5 juillet (20h00), et sera dirigée par l'arbitre mauritanien Beida Dahane, assisté de l'Angolais Jerson Emiliano dos Santos (1er assistant) et du Mozambicain Arsénio Chadreque Maringule (2e assistant).

R.S.

HANDBALL/DAMES

Accession historique de l'AS Castors en Excellence

L'AS Castors (Oran) a réalisé une accession historique en division Excellence (dames) de handball, après avoir terminé leader lors des play-offs clôturés ce week-end, exauçant le rêve de ses dirigeants, à leur tête l'ancienne vedette de la petite balle algérienne, Abdelkrim Bendjemil. Il s'agit de la deuxième accession de suite pour cette formation, fondée en 2010, et qui avait réussi la même prouesse la saison passée lorsqu'elle s'était hissée en Nationale 1. Un palier où les Oranaises ne sont restées finalement que l'espace d'un seul exercice, en dépit des difficultés rencontrées pour valider leur billet pour les play-offs en décrochant difficilement le troisième et dernier ticket de leur groupe ouvrant la porte aux deux tournois de l'accession. Le premier responsable de l'AS Castors, Abdelkrim Bendjemil, s'est dit, naturellement, « très heureux » de cette grande performance, « qui est le résultat d'une politique de formation bien étudiée prônée par la direction du club, puisque les joueuses

en place sont toutes issues des différentes jeunes catégories de notre association », s'est-il réjoui dans une déclaration à l'APS. Et même s'il n'était pas donné favori pour remporter l'un des deux billets d'accession en Excellence, le club oranais a réussi à déjouer les pronostics après cinq matchs joués pour le compte des deux tournois des play-offs qui ont regroupé six équipes, et dont le second et le dernier s'est joué à Bouira. Au terme de celui-ci, les Oranaises ont décroché le titre de champion, synonyme d'une accession historique en Excellence en compagnie de la JS Sétif, classée deuxième. Cette performance permet aux joueuses de l'entraîneur, Sid Ali Ledouani, dont la touche était perceptible, selon Bendjemil, de devenir les seules représentantes du jeu à sept oranais dans l'Excellence la saison prochaine, après la relégation de l'Amicale d'Oran qui n'a tenu qu'un seul exercice parmi l'élite. « On regrette tous la relégation de l'Amicale (dont le président n'est autre que l'ancienne star de l'équipe

nationale Mustapha Dobala). Nous avons nourri de gros espoirs sur cette équipe, sauf que le départ massif de ses cadres, au nombre d'une dizaine, a fini par lui jouer un mauvais tour », a encore dit le patron de l'AS Castors.

PORTE-DRAPEAU DE LA PETITE BALLE DE LA RÉGION OUEST

L'AS Castors sera aussi le porte-drapeau de la région Ouest en Excellence, après la relégation de »Hawa Saïda », explique Bendjemil, qui ne cache pas, au passage, sa déception vis-à-vis de ce qu'il a qualifié « la descente aux enfers du handball à Oran et dans tout l'Ouest du pays », citant comme exemple le club de ses premiers amours et avec lequel il a remporté des titres nationaux et internationaux, en l'occurrence, le MC Oran, qui vient de quitter l'élite (hommes) pour la deuxième fois en l'espace de trois ans. Bendjemil a, en outre, adressé un appel « à qui de droit » pour aider son club sur le plan financier « afin

d'éviter le sort de l'Amicale ». D'ailleurs, à cause des moyens financiers limités du club, ce dernier a préféré ne pas lancer une équipe seniors hommes, selon le même interlocuteur, qui a, en revanche, salué la réouverture du palais des sports où son équipe a été domiciliée cette saison, tout en effectuant ses entraînements au niveau d'une salle sportive relevant de l'un des lycées de la commune d'Oran. Enfin, l'ancien joueur de la légendaire sélection nationale des années 1980, n'a pas omis de mettre en valeur le rôle joué par les membres de son bureau exécutif dans la performance de son équipe cette saison, citant Abdellatif Rahmoun, Abdelhamid Belaidouni, Djaouad Didi et Noureddine Bensalem, ainsi que le kiné Ahmed Beghadit, l'un des témoins de l'épopée d'or du MC Oran, puisqu'il faisait partie du staff médical de cette équipe qui avait écrit en lettre d'or l'histoire du handball oranais et algérien en général.

R.S.

KHENCHELA :

Vingt participants à la sixième édition des Journées littéraires nationales

La sixième édition des Journées littéraires nationales a été inaugurée lundi à la maison de la Culture Ali-Souaihi de Khenchela, en présence de vingt écrivains et professeurs d'université venus de différentes wilayas du pays.

La directrice de la maison de la Culture, structure organisatrice de la manifestation, a indiqué que ces journées donneront lieu à plusieurs interventions centrées sur "l'écriture créative dans le texte poétique", "l'écriture créative dans le roman et la narration" et "l'écriture créative dans le théâtre et le cinéma". Samia Merzougui a expliqué que ces conférences seront entrecoupées de lectures de textes littéraires et de déclamations de poésie, par les participants, qui présenteront leurs nouvelles œuvres. La même responsable a souligné que ces journées, organisées cette année sous le slogan "L'écriture créative... questions de culture, d'homme et du monde", visent à mettre en lumière les questions littéraires contemporaines les plus importantes et à attirer un public d'intellectuels et d'universitaires intéressés par ce domaine, et qui auront l'occasion de s'imprégner des développements du monde de la littérature et de faire des suggestions à même d'élever l'acte culturel. Mme Merzougui a ajouté que cet événement, qui se décline pour la première fois sous la forme d'ateliers, sera une opportunité pour les jeunes de la wilaya et les



clubs littéraires activant au sein de l'université Abbas-Laghrou de Khenchela, de rencontrer, durant trois jours, des profes-

seurs et des académiciens avec lesquels ils débattront et échangeront autour de questions liées à la littérature. Selon la

même source, une foire du livre constituée d'ouvrages édités par des auteurs locaux a été incluse au programme, à travers laquelle des ventes-dédicaces de livres exposés seront organisées. Pour sa part, l'écrivain et professeur Mohamed-Lamine Bahri, de l'université de Biskra, a indiqué que la sixième édition des Journées littéraires nationales sera "une occasion de rencontres et d'échanges entre écrivains, universitaires et poètes issus de différentes régions du pays". Il a ajouté que les thèmes et les ateliers devant être organisés au cours de cet événement culturel étudieront de nombreux sujets culturels importants. Le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya de Khenchela, Mohamed Alouani, présidant l'ouverture de cette édition, a souligné, dans son allocution inaugurale, "l'importance de tels événements dans la transmission culturelle entre les générations, ainsi qu'entre les universitaires et les jeunes créateurs amateurs". Au cours de la sixième édition de ce forum littéraire, qui se poursuivra jusqu'au 31 mai, de nombreux noms qui ont illuminé la littérature algérienne et arabe, seront honorés en reconnaissance des efforts qu'ils ont déployés dans le domaine culturel et littéraire, ont également fait savoir les organisateurs.

I. M.

«J'HABITE EN MOUVEMENT»

Une anthologie des écrits de Samira Negrouche

Dans sa dernière publication intitulée "J'habite en mouvement", Samira Negrouche, une des figures de la poésie algérienne, propose à ses lecteurs de découvrir ou redécouvrir une partie de ses œuvres. Publié récemment aux éditions Barzakh, "J'habite en mouvement", un ouvrage de 281 pages, est une anthologie rassemblant les poèmes de Samira Negrouche publiés entre 2001 et 2021. Dans sa préface, le poète, romancier et essayiste tchadien Nimrod relève le regard de Samira Negrouche "résolument tourné vers le Sud", propose aux lecteurs une œuvre "intense, exigeante et ouverte aux expérimentations". L'ancrage et l'enracinement, rigide ou rattaché à l'immatériel, reste omniprésent dans l'œuvre de l'auteur qui, dans une quête intérieure, porte toujours un passé sur lequel on ne revient pas même si sa douleur est toujours présente. Alger, l'amour pour cette ville et pour ses habitants sont également souvent présents dans les écrits de Samira



Negrouche qui "traduit et donne corps" à des rues de cette ville et scrute parfois les habitudes des riverains, dans des textes comme "Café sans sucre". Samira Negrouche invite également souvent son lecteur dans son univers d'écriture, là où tout prend forme à Alger,

cette ville qui la retient et l'habite, et où elle perçoit les écrits comme "des graphismes, des bestioles dans l'espace d'un écran". Son rapport à l'écriture, aux textes perdus qui n'ont jamais été écrits et sa relation qui personifie l'écriture sont également dévoilés dans "inventer le verbe?", entre autres textes. Née à Alger, Samira Negrouche, médecin de formation, est poète, auteure et traductrice. Traduite vers une trentaine de langues, elle collabore avec de nombreux artistes dans différentes disciplines de création dont le plasticien algérien Lamine Sakri et la chanteuse grecque Angélique Ionatos. En 2001, elle signe sa première publication "Faiblesse n'est pas de dire" avant d'enchaîner avec des recueils comme "L'opéra cosmique" (2003), "Le jazz des oliviers" (2010), "Quand l'amandier fleurira" (2012), "Six arbres de fortune autour de ma baignoire" (2017), ou encore "Traces" (2021).

I. Med

PATRIMOINE :

La protection du manuscrit au centre des intérêts à Adrar

Les questions relatives à la protection du patrimoine manuscrit qu'abrite les "khizanate" (bibliothèques traditionnelles) à Adrar suscitent l'intérêt des connaisseurs et chercheurs universitaires soucieux de préserver ce trésor plusieurs fois séculaire. Le thème, d'actualité, a fait d'ailleurs, récemment, l'objet d'un mois complet d'études auprès de la Direction locale de la Culture et des Arts universitaires à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, qui s'est tenue du 18 avril au 18 mai dernier. Cette démarche vise à faire connaître et protéger le patrimoine manuscrit, l'un des principaux composants du patrimoine matériel de l'Algérie et sa profondeur africaine, a souligné le directeur du secteur, Abdelkrim Ouenza. Dans ce sillage, la Direction de la Culture

et des Arts de la wilaya d'Adrar a, en coordination avec des partenaires et spécialistes, établi un programme comprenant des rencontres de proximité pour sensibiliser les propriétaires de khizanate sur les questions ayant trait aux techniques de conservation des manuscrits et les protocoles d'intervention d'urgence en cas d'incident, a-t-il ajouté. La bibliothèque principale de lecture publique a, pour sa part, abrité des ateliers sur, entre autres, la calligraphie arabe, la lecture et les jeux de mémoire et d'entraînement cérébral, ainsi que des conférences sur le patrimoine matériel et immatériel de la région, ont indiqué les organisateurs. La célébration de la nouvelle édition du mois du patrimoine, placée sous le slogan "Le patrimoine culturel algérien et ses prolongements

africains", englobe également des expositions de produits d'artisanat traditionnel et d'art, et une journée d'étude sur le patrimoine algérien et des rencontres d'information sur l'architecture locale, le folklore, en plus de la projection de films documentaires et d'animation de soirées à travers les structures relevant du secteur, a-t-on fait savoir. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle et culturelle, dont le coup d'envoi officiel a été donné par les autorités de la wilaya, a été marquée par l'organisation d'une exposition de produits d'artisanat et des spectacles folkloriques, avec le concours de divers acteurs, à l'instar du Centre national des manuscrits et l'Office national du parc culturel du Touat, Gourara et Tidikelt à Adrar.

I.M./APS



REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Boumerdes

Direction des équipements publics

NIF : 099835019277907

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 16.../DEP / 2023

La Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Boumerdes, lance un avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales pour le projet: **Réalisation en remplacement d'un lycée Type 1000/300 R à SIDI DAOUD (Remplacement du lycée 1000/300 R HALIMI) en tranches ferme et conditionnelles.**

Tranche ferme : Bloc Enseignement, Bloc Administration, chauffage, Lot VRD(Assainissement AEP, Voirie, Eclairage Extérieur ,Aménagement Extérieurs , Espace Vert)Mur de clôture et annexe(Bâche à eau et chaufferie).

Tranche Conditionnelle I : Bloc Demi-pension, Bloc Auditorium et poste transformateur,

Tranche Conditionnelle II : Bloc Salle de Sport, Aménagement Extérieurs, Mur de Soutènement et Eclairage Extérieur,

Tranche Conditionnelle III : Bloc 07 logements d'astreinte (01F5+03F 4+ 02F3+01F1) .

-ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

- Sont autorisées à soumissionner pour la réalisation des travaux susmentionnés, les entreprises ayant un Certificat de qualification et de Classification Professionnelle catégorie **Quatre (IV) ou plus** en bâtiments (Activité principale ou secondaire) en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
- Ayant réalisé un projet en bâtiment en TCE pour un montant supérieur ou égale à **200 000 000,00 DA** , justifié par une attestation de bonne exécution valorisée , délivrée et signée par un maître d'ouvrage public.
- Le délai de réalisation est plafonné à :
 - Quatorze (14) mois pour la Tranche Ferme.**
 - Dix (10) mois pour la Tranche Conditionnelle I.**
 - Six (06) mois pour la Tranche Conditionnelle II.**
 - Six (06) mois pour la Tranche Conditionnelle III.**

Tout les soumissionnaires ayant proposé un délai de réalisation supérieur sera réajusté à ce dernier. Si le soumissionnaire refuse de réajuster le délai proposé au délai fixé son offre sera automatiquement écartée.

Tout soumissionnaire titulaire d'un (01) projet en cours avec la DEP, engagé par la remise d'un ODS notifié ne peut pas soumissionner pour le présent projet, sauf s'il est à l'arrêt pendant plus de 06 mois ,et dans ce cas il doit présenter les moyens humains et matériels différents du 1^{er} projet .

- Les entreprises qui remplissent les conditions d'éligibilité peuvent retirer le cahier des charges au Rez de chaussée -bureau N°07 service marchés publics à la Direction des équipements publics de la Wilaya de Boumerdes sise à la route de l'I.A.P.

- La durée de préparation des offres est fixée à quinze jours (15) jours à compter de la première publication de l'avis appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP ou le portail des Marchés publics. Les offres devront être déposées au Rez de chaussée -bureau N°07 service marchés de la Direction des équipements publics de la Wilaya de Boumerdes avant 10 h 30 mn , le dernier jour correspondant à la durée de préparation des offres; si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal , la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant .

-La durée de validité des offres est fixée à trois (03) mois augmentés de la durée de préparation des offres. Les plis doivent être adressés à la Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Boumerdes et déposés au Rez de chaussée -bureau N°07 service marché publics

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature» , « offre technique» ou« offre financière» selon le cas ,ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetées et anonyme , et de la même couleur marrom et format A3 comportant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Réalisation en remplacement d'un lycée Type 1000/300 R à SIDI DAOUD (Remplacement du lycée 1000/300 R HALIMI) en tranches ferme et conditionnelles.
Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales
N° 16.../DEP/2023»

1) Le dossier de candidature :

- La déclaration de candidature daté et signé par le soumissionnaire.
- La déclaration de probité daté et signé par le soumissionnaire.
- Les statuts pour les sociétés.
- Délégation de pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Document déterminant les capacités de l'entreprise à savoir :

-Capacités professionnelles : Une copie du certificat de qualification et classification Professionnelle catégorie **Quatre (IV) ou plus** dans le secteur en bâtiments (Activité principale ou secondaire) en cours de validité.

b-capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans des trois (03) dernières années (2019, 2020, 2021) visés par les services des impôts et les références bancaires.

c- Capacités techniques : liste des moyens humains et matériels de l'entreprise et les références professionnelles ;

Matériels roulant justifié par des cartes grises, police d'assurance et contrôle technique en cours de validité à la date d'ouverture des plis (le contrôle technique uniquement pour les camions), le reste du matériel justifié par des Factures d'achat établies par les fournisseurs ou PV huissier de justice (daté moins d'une année à la date d'ouverture des plis).

Pour les moyens humains : diplômes et attestations d'affiliation à la CNAS dont la date d'établissement n'excédant pas les six (06) mois à la date d'ouverture des plis ou CASNOS pour l'effectifs d'encadrement et mises à jours CNAS et CACOBATH en cours de validité pour les ouvriers , NIF, NIS, attestation de dépôt des comptes sociaux pour l'année 2021 pour les sociétés et les références professionnelles (Attestations de bonne exécution valorisées, signées et délivrées par les maîtres d'ouvrage publics), l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier, casier judiciaire pour le signataire du marché et copie du registre de commerce électronique.

2) L'Offre technique :

- La déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint renseignée, datée, signée et paraphé par le soumissionnaire.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tous autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .
- Le planning d'exécution des travaux daté et signé par l'entreprise pour chaque tranche .
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et accepté».

3) L'Offre Financière :

- La lettre de soumission (selon le modèle) dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire.
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) dûment renseigné, daté et signé par le soumissionnaire.
- Le Détail quantitatif et estimatif (DQE) de l'offre dûment renseigné, daté, signé par le soumissionnaire.
- Une récapitulation pour chaque tranche et un récapitulatif général .

-Les soumissionnaires resteront engagés de leurs offres pendant toute la durée de validités des offres qui commence à courrir à partir de la date de dépôt des offres .

NB : pour plus de détail voir le cahier des charges : instruction aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 10h45 au siège de la Direction des Équipements Publics de la wilaya de Boumerdes sise à la : route de l'I.A.P

L'EXPRESS DU 31/05/2023

ANEP : N° 2316013438

REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE TIARET

NIF: 099914042224207

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHE

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'office de promotion et de gestion immobilière de Tiaret, adresse : Rue Tahri Bouabdellah. Wilaya : Tiaret informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participés à l'Avis de Concours Restreint **n°10/DMO/DG/OPGI/2023** paru dans les quotidiens « **التجديد** » et «**L'EXPRESS**» le **16/03/2023**, se rapportant à l'étude et suivi pour la réalisation de 250 logements promotionnels aidés y compris VRD + promotion libre + locaux de commerces à la commune de Tiaret - Wilaya de Tiaret programme 2021 », que les contrats ont été attribués provisoirement au Bureau d'étude suivant :

BET	NIF	Note/ Tech	Note Prestation	Note Financière	Note Total	Montant de la Soumission	Montant Corrigé	Elément ayant permis le choix
Groupeement «M.A.P»	187380101731199	59,00	63,15	20,00	142,15	48 665 600,00	48 665 600,00	A obtenu la note maximale cumulée

-Les autres soumissionnaires sont invités s'ils le souhaitent, à se rapprocher des services de l'office de Promotion et Gestion Immobilière de Tiaret. - adresse : Rue Tahri, Wilaya : Tiaret dans un délai de trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et Financières.

-Le soumissionnaire qui conteste cette attribution peut introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente dans les dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

L'EXPRESS DU 31/05/2023

ANEP : N° 2316013182

REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

-WILAYA D'ALGER -

- DIRECTION DES FORETS ET DE LA CEINTURE VERTE

NIF: 410002000016085

AVIS D'ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°06/2023

Conformément au décret présidentiel n°15 -247du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La Direction des forêts et de la Ceinture Verte, informe l'ensemble des soumissionnaires participé à l'Avis d'Appel d'Offres Ouvert avec exigences de capacités minimales N°06/2023 relatif aux Travaux de plantations et réfection du réseau d'irrigation au niveau du Parc citadin d'Oued Smar, paru dans le quotidien nationaux Aswat et l'Express en date du 04/05/2023, que l'avis d'appel d'offres est annulé.

L'EXPRESS DU 31/05/2023

ANEP : N° 2316013425

Accord entre l'Arabie Saoudite et l'Iran : un coup de maître

Dix jours après l'accord signé à Pékin qui met fin à sept ans de gel des relations diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, il est encore difficile d'en mesurer toutes les conséquences. Il est néanmoins d'ores et déjà certain que c'est un événement majeur qui aura des implications bien au-delà du Moyen-Orient.

En quelques mois, la « méthode » chinoise aura réussi là où celle des Américains et des Européens a échoué pendant dix ans avec l'accord sur le nucléaire iranien. Cela augure peut-être une nouvelle ère de la résolution des conflits avec comme mots clés : non-ingérence, respect de la souveraineté et des cultures, prises en compte des intérêts économiques, versus, « nos valeurs », carotte et bâton des sanctions.

UN ACCORD EN BÉTON

Alors que sans nul doute, cet accord signe la marginalisation de Washington dans tout le Moyen-Orient, les experts américains ont accueilli la nouvelle de manière étonnamment magnanime. « Ce n'est pas un revers pour les Etats-Unis » ; « Le fait que Téhéran et Riyad aient en quelque sorte décidé d'enterrer la hache de guerre est bon pour tout le monde ». Ils illustrent ainsi la maxime : « Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. »

Dans le New-York Times, Yun Sun, une experte de la Chine au Stimson center, un think tank situé à Washington DC, en minimise néanmoins la portée : « Les divergences entre l'Arabie saoudite et l'Iran sont profondes et sectaires, et il faudra plus qu'une reprise des relations diplomatiques pour rétablir les liens. Le rôle de la Chine dans la conclusion de l'accord n'est peut-être pas aussi déterminant qu'il n'y paraît, étant donné que l'Iran et l'Arabie Saoudite étaient déjà motivés par la conclusion d'un accord. »

POURTANT, CET ACCORD APPARAÎT EXTRÊMEMENT SOLIDE ET LE RÔLE CENTRAL DE LA CHINE Y EST DIFFICILEMENT CONTESTABLE.

Le roi Salmane vient d'inviter le président iranien à Ryad pour sceller leur alliance. Le communiqué officialisant la reprise des relations a été rendu public à Pékin, le 10 mars, le jour où Xi Jinping a été solennellement investi, après le vote du parlement, pour un troisième mandat. Cette date n'a bien évidemment pas été choisie au hasard. C'est un symbole fort qui montre l'implication personnelle du chef de l'Etat chinois qui ne peut pas avoir pris le risque de perdre la face en parrainant un pacte boiteux. Par ailleurs, même si des discussions entre les deux parties avaient déjà eu lieu en 2021 et 2022 à Oman et en Irak, la Chine a largement participé à leurs concrétisations. Avec notamment les trois sommets organisés lors de la visite de Xi Jinping à Ryad en décembre 2022 : « Chine/pays du Golfe » « Chine/pays arabes » « Chine/Arabie saoudite » et la visite du Président iranien à Pékin en février dernier.

Enfin, outre les clauses premières portant sur la diplomatie, les coopérations économiques et les efforts promouvant la paix dans la région, ce sont les clauses confidentielles de cet accord négociées par les services de renseignements respectifs des deux pays réunis à Pékin qui présentent le plus grand intérêt. Le journal The Cradle citant une source proche des négociateurs en cite quelques-unes : - L'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran s'engagent à ne se livrer à aucune activité susceptible de déstabiliser l'un ou l'autre État, au niveau sécuritaire, militaire ou médiatique.

- L'Arabie saoudite s'engage à ne pas financer les médias qui cherchent à



déstabiliser l'Iran, comme Iran International.

- L'Arabie saoudite s'engage à ne pas financer des organisations désignées comme terroristes par l'Iran, telles que l'Organisation des Moudjahidine du peuple (MEK), des groupes kurdes basés en Irak ou des militants opérant depuis le Pakistan.

- L'Iran s'engage à veiller à ce que ses organisations alliées ne violent pas le territoire saoudien depuis l'intérieur du territoire irakien. Au cours des négociations, il y a eu des discussions sur le ciblage des installations d'Aramco en Arabie saoudite en septembre 2019 et sur la garantie de l'Iran qu'une organisation alliée ne mènerait pas une frappe similaire depuis les terres irakiennes.

- L'Arabie saoudite et l'Iran s'efforceront de déployer tous les efforts possibles pour résoudre les conflits dans la région, en particulier le conflit au Yémen, afin de parvenir à une solution politique garantissant une paix durable dans ce pays.

IL EST CLAIR QUE TOUT A ÉTÉ MINUTIEUSEMENT PRÉVU, CADRÉ, ENCADRÉ.

Enfin, et c'est sans doute le point le plus important, comme le souligne un contact de l'IVERIS proche du dossier : « Ryad redoutait que Téhéran se dote de l'arme nucléaire, l'Iran a donc obtenu des garanties sécuritaires de la Chine et probablement de la Russie. De toute façon, à partir du moment où l'Iran et l'Arabie Saoudite se rassemblent et qu'il y a une telle implication chinoise et de tels engagements politique et économique, personne ne peut toucher à l'Iran. » Faut-il en conclure que le dossier nucléaire iranien est clos ? Obtenu de cette manière, sans faire appel à la diplomatie du mégaphone et sans sanction ce serait sans aucun doute un des plus grands revers pour la diplomatie occidentale de ces vingt dernières années et un succès majeur pour la méthode chinoise.

YÉMEN, SYRIE, LIBAN, LES DOSSIERS SUR LE HAUT DE LA PILE

Evidemment, personne ne détient de

baguette magique et les changements prendront du temps, néanmoins, sur trois dossiers, où les deux parties étaient en conflit par proxys interposés, les effets de cet accord devraient se faire sentir à court et/ou moyen terme.

Au Yémen, les bases d'un plan de paix sont déjà esquissées, mais elles ont été contrecarrées par les Etats-Unis et les Emiratis, cependant, la trêve décrétée en avril 2022 tient toujours. Le 16 mars dernier, l'envoyé spécial des Nations unies a d'ailleurs évoqué un changement radical et loué les efforts de l'Arabie Saoudite et d'Oman.

En Syrie, après de nombreuses tractations secrètes, Ryad a ouvert la voie d'une normalisation avec Damas en livrant de l'aide humanitaire après le séisme. Bachar al-Assad a besoin de l'argent saoudien pour reconstruire un pays laminé par 12 ans de guerre et Mohamed Ben Salman ne pourra s'imposer comme le leader régional garant de la sécurité et de la stabilité en faisant l'impasse sur la Syrie. Quant au marigot des politiciens libanais qui ne seront plus tiraillés entre ces deux forces antagonistes, la balle est désormais dans leur camp.

AU-DELÀ DU MOYEN-ORIENT

Avec cet accord, l'Iran redevient la puissance régionale, clé des échanges entre la péninsule arabique et l'Asie centrale qu'elle a été ; l'Arabie Saoudite retrouve sa place de puissance dominante de la région. Comme toujours, lorsqu'un pion majeur bouge sur un échiquier, il oblige les autres à se repositionner et les dominos se rangent les uns après les autres. Tous ceux qui avaient un temps rêvé de devenir une puissance régionale doivent revoir leurs ambitions à la baisse. C'est le cas de la Turquie fortement fragilisée par le tremblement de terre, par sa situation économique, par l'élection présidentielle qui doit se tenir en mai 2023 et par sa position ambiguë au sein de l'Otan avec la guerre en Ukraine. Son plus proche allié, le Qatar sera aussi impacté par cette perte d'influence. Recep Tayyip Erdogan qui sent venir le vent du boulet a déjà dû faire quelques concessions, en ouvrant

les barrages sur l'Euphrate et en redonnant de l'eau à la Syrie et à l'Irak. Il a également amorcé une réconciliation avec l'Egypte avec qui il est en froid depuis dix ans. Quant aux Emirats arabes unis, ils ne pourront plus s'opposer à Ryad comme ils l'ont fait dernièrement au Yémen. Si Mohamed Ben Zayed avait pris l'ascendant sur le jeune Mohamed Ben Salman, cette époque est désormais révolue, selon un fin connaisseur des royautés du Golfe : « MBZ ne fait pas le poids, Cette percée de MBS dépasse son influence. »

Tous les pays précités sont des acteurs du chaos libyen et jouent des partitions différentes. Puisque l'heure est à la réconciliation et la mode à la non-ingérence sont-ils prêts à s'entendre pour permettre aux Libyens de choisir leur destin ? Sont-ils prêts à retirer leurs mercenaires et à concocter un véritable plan de paix, qui par capillarité pourrait apaiser quelque peu la situation sahélienne ?

Difficile de répondre à cette question à l'heure actuelle. Cependant, si nul ne peut prédire jusqu'où s'étendront les bouleversements en cours au Moyen-Orient après l'accord saoudo-iranien, il y a fort à parier qu'ils auront à terme des conséquences dans tout le monde arabo-musulman. L'Algérie qui doit intégrer les BRICS avant la fin 2023 aura la possibilité de jouer des cartes en faveur du règlement des conflits en Libye comme au Sahel.

Les grands perdants de cette histoire sont Israël et les Etats-Unis et ceux qui n'ont pas su anticiper les nouvelles dynamiques : le Maroc et l'Europe. Quant à la France, elle a perdu son influence au Moyen-Orient et se voit de plus en plus contestée sur le Continent africain. La diplomatie française naguère flamboyante est devenue atone ou pire... Pendant qu'à l'ombre de la Cité interdite, iraniens et saoudiens jouaient un coup de maître sur l'échiquier mondial, Emmanuel Macron s'amusait en République Démocratique du Congo, laissant ainsi à la postérité les photos d'un président français festoyant dans les bas-fonds de la capitale d'un pays en guerre...

Par Leslie Varenne/Iveris

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1						■				
2				■						
3							■			
4			■						■	
5	■					■				
6					■					■
7		■						■		
8				■						
9							■			
10					■					

HORIZONTALLEMENT

1- Ville algérienne - Forme d'être. 2- Pronom personnel - Continent. 3- Malignes - Fleuve africain. 4- Conjonction - Fruit du chêne. 5- Dieu grec - Embellit. 6- Orifice - Enlevée. 7- Mesure de bois - Démonstratif. 8- Ne veut pas reconnaître - Etat de ce qui est peu fréquent. 9- Nom d'un peintre français (inversé) - Partie d'un mur. 10- Possédées (inversé) - Allongea.

VERTICALEMENT

1- Cheminée - Raidis. 2- Soupçonner - Colère.
3- Thymus du veau - Plante aquatique. 4- Dans le
sens figuré, signifie lieu corrompu - Dieu solaire des
égyptiens. 5- Vrais - Epoque. 6- Pays d'Amérique -
Vent violent. 7- Erbium chimique - Marquer.
8- Tailler ras - Groupe de cheveux qui poussent
dans le sens contraire. 9- Partie de la tige de blé
renfermant le grain - Breuvage des Dieux.
10- Sur le dos du cheval - Ville d'Allemagne.



**Parmi ces quatre séries
de quatre mots, un seul
est juste, à vous
de le découvrir**

Chénapan Chenapon Chènapan Chenapan	Fanfaronade Fanfaronnade Fonfaronnade Fanfarônnade
Dysantérique Dysenterique Disentérique Dysentérique	Gandolier Gondolier Gondaulier Guondolier

Les mots fléchés

FORFUITE- MENT ÉCRASÉES		PRIX À PAYER DIEU DES PHARAONS		PATRON OINTS		PRÉTEN- TIEUX S'APPRO- PRIER INDUMENT		DEVANT CAPONE HÉRITAGE		PRÉFIXE DE NOUVEAUTÉ ABANDO- NÉE		TELLE UNE HABITANTE DE GENÈVE
↳		↓		↓		↓		↓		↓		↓
CÂLINÉE	→								MENUE MONNAIE	→		
3,14									LE SOLEIL S'Y LÈVE			
↳		RÉVOLTÉS AGITATRICE	→						↓		ALCOOL FORT	
BRAVADE CRÊPE DE RIZ	→	↓			BATTUES VIOLEM- MENT BOULVERSEE	→					↓	
↳			NOMBRE IMPAIR GUETTÉ	→	↓			ASSASSINUS DISCOURS	→			
ÉCLOSE ÉTONNE- MENT	→		↓	CANTINE MILITAIRE VA SANS BUT	→			↓	BOUQUINÉE APRÈS VOUS	→		
↳				↓			AU BOUT DES JAMBES ATHÉNIENS	→	↓			
ALLONGE COURBER	→				DURCIS PAR LE FROID FILM A SUSPENSE	→	↓					
↳				EXTRÊME- MENT SYMBOLE DU CALCIUM	→	↓				CALE ÉCHAN- TILLON	→	
ARTICLE MASCULAIN PERSONNE NULLE	→		INSUCCÈS FIERTÉ	→	↓				TERME DE CONDITION TÉHÉRAN	→	↓	PLANTES GRIMPANTES
↳			↓	GROUPE D'ÎLES APRÈS TOI	→				↓			↓
ÉENDUES D'EAU SALÉE PREMIÈRE PERSONNE	→			↓	RIVIÈRE À GRENOBLE SE RENDRE	→					RASSEMBLÉ	
↳		GARDIEN DE BUT LISIÈRE DE BOIS	→		↓		COURON- NEMENT EXISTES	→			↓	
PÂTE ALIMENTAIRE CRÉATURE	→	↓					↓	NE PAS ADMETTRE APRÈS BIS	→			
↳				ON LE JETTE EN BAL CON PARTICULE NOBILIAIRE	→			↓	PAROI SIROTÉ	→		
DÉCOMPO- SER UN MOT	CANARD SAUVAGE	→		↓			BOIS NOIR	→		↓		
↳						HÂLÉS	→					

BIFFE-TOUT

EN 10 LETTRES :
Instrument de mesure

ACTIVITÉ	HABITATION	ROI
ACTRICE	INTERNE	SALIN
ADHÉSIF	IVRESSE	SARDINE
AGRUMES	MAJESTUEUX	SAUVAGE
ALIMENTS	MASQUE	SECTION
AMERTUME	MÉCANISME	SEIZE
BÉJAÏA	MENTALE	SNOB
BREF	MÉTHODE	SORTILÈGE
CARNET	MIGRAINE	SOURDINE
CENDRIER	MONTAGE	STAR
CERNES	MOQUETTE	STÈRE
CEUX	MOULINETTE	SUPPORTER
CIGARES	MOUTARDE	TAILLEUR
COUDE	NATAL	TAROT
DÉÇU	NETTOYAGES	TARTINE
DÉFENDRE	NOEUD	TARTINE
DYNASTIE	NUTRITION	TERRE
ECRIT	OREILLE	TIGRESSE
ESTIME	ORGANISATIO	TOUR
ETRENNE	N	TOURTE
EVITER	OUVRIER	TRAVESTI
EXCUSE	PÉNAL	URÉE
FLEURS	PRIÈRE	VIEX
GÉNÉRAL	QUALITÉ	VIS
GIVRÉE	RÊVE	XÉNON
GOMME	REVOLVERS	

M	A	S	Q	U	E	N	O	N	E	X	U	E	U	T	S	E	J	A	M
E	C	O	U	D	E	P	R	O	E	H	X	L	R	O	O	T	M	C	O
T	T	R	A	E	N	S	E	I	R	U	E	A	E	U	U	E	A	T	U
H	I	T	L	G	I	E	T	T	E	A	V	T	E	R	R	O	A	R	T
O	V	I	I	A	D	N	I	I	T	E	M	N	R	T	D	R	T	I	A
D	I	L	T	V	R	R	V	R	S	E	R	E	U	E	I	E	G	C	R
E	T	E	E	U	A	E	E	T	C	E	N	M	D	E	N	R	C	E	D
S	E	G	O	A	S	C	I	U	T	I	E	I	M	U	E	N	V	U	E
T	E	E	M	S	D	S	A	N	E	C	G	N	L	S	E	O	E	X	S
N	E	I	E	O	E	H	I	R	A	R	O	A	S	U	L	O	C	N	T
E	R	R	Z	M	Q	E	E	N	N	I	E	E	R	V	O	U	N	O	I
M	V	T	U	E	M	U	I	S	T	E	C	I	E	E	S	M	U	I	M
I	I	R	O	M	E	S	E	A	I	T	T	R	R	E	V	R	T	T	E
L	G	G	O	R	M	I	S	T	I	F	S	T	E	D	U	E	A	A	L
A	R	G	R	E	A	I	T	O	T	E	L	L	O	E	N	R	R	T	A
I	I	L	S	A	N	T	N	S	R	E	L	E	L	Y	T	E	L	I	R
A	R	I	A	A	I	I	I	E	A	I	R	L	U	I	A	A	C	B	E
J	V	O	G	N	L	N	I	R	E	N	I	R	N	R	T	G	R	A	N
E	U	R	I	A	E	R	E	R	C	A	Y	E	E	A	S	E	E	H	E
B	O	N	S	U	P	P	O	R	T	E	R	D	N	E	F	E	D	S	G

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALLEMENT

CERTAIN - OSLO - QUESTIONNE - N - OUI -
SIGNIFIE - INCISE - AINSI - USEES - RAIE - CD
- IS - TEINT - MAI - ET - PAPAS - HALO - ICONE
- EMIRAT - COR - CEP - ELIDE - NOCE - ROTA -
ES - UNIE - MONTRER - ESSAI - TRACAS -
CRIARDE - ENA - E - ERMITE - TRAM - FER - E
- ARRETEE - MENSONGE - ERE - RUSE - UT -
RASAS.

VERTICALEMENT

REQUISITIONNER - EMU - RUINES - CROISIE-
RES - OTE - CE - PO - CESAR - NE - ASSISTAN-
CE - ARMES - TITIS - EPEE - MIDI - OU - NIGE-
RIA - PRO - ETANT - NEON - ANSE - ONT - ERG-
- NIAIT - METRE - RER - CONFIE -
- HILARANTE - A - SEIN - MARI - ECARTES - IL -
- ESCALADERA - AERA - ON - IDIOTES -
- SEMEES.

MOTS CROISES

HORIZONTALMENT

1- AGOUT - CUBA. 2- GLU - OPERER. 3- DOR-
MIR - BLE. 4- ET - ELEVA - N. 5- TATE - AIDE.
6- LEUR - UREN. 7- I - REUNI - MA. 8- ORO - NIE-
CES. 9- NAREE - ONT. 10- SIEN - SORTI.

VERTICALEMENT

1- AGDE - LIONS. 2- GLOTTE - RAI. 3- OUR -
AURORE. 4- U - METRE - RN. 5- TOILE - UNE.
6- PRE - UNIES. 7- CE - VARIE - O. 8- URBAIN -
COR. 9- BLE - DEMENT. 10- ARENE - ASTI.



Crucifixion - Pythagorisme
Pythagorisme - Sémaphore

BIFFE-TOUT : BUCAREST

Alger 23°
Constantine 21°
Oran 22°
Ouargla 29°

Elizabeth Aubin. « Cet espace est ouvert à tous. La seule exigence, c'est de parler en anglais dans ce lieu. Se tromper ou chercher ses mots n'est pas grave. C'est ainsi qu'on s'améliore », conclut Mme l'ambassadrice, avant de couper le ruban symbolisant la réouverture de cet espace culturel.

<i>FADJR</i>	<i>DOHR</i>	<i>ASR</i>	<i>MAGHREB</i>	<i>ISHA</i>
03:36	12:45	16:35	19:58	21:40

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 31 MAI 2023 // N°569 // PRIX 20 DA

Chanegriha supervise un exercice à balles réelles

plan établi », ajoute la même source. « Les objectifs de cet exercice consistaient à améliorer les aptitudes des états-majors dans la préparation et l'organisation des actions de combat nocturne et la coordination entre les différentes forces, en sus de faire acquérir aux commandants l'expérience nécessaire en matière de conduite des unités, à travers la coordination et la collaboration entre les unités et les unités élémentaires, et aux équipages davantage de maîtrise des systèmes d'armes, et

d'évaluer la disponibilité opérationnelle et la capacité de mener à bien, et en toutes circonstances, les missions de combat nocturnes », précise le MDN. L'exécution de cet exercice a mis en évidence « la disponibilité élevée des unités participantes et leur capacité à accomplir avec succès les tâches assignées, ainsi que la maîtrise par les équipages des armes et équipements de haute technologie. Elle a également démontré le développement atteint par nos Forces armées ces dernières années », souligne le communiqué. A l'issue de l'exercice, le Général d'Armée a « félicité les personnels des unités engagées pour les énormes efforts qu'ils ont consentis tout au long de l'année de préparation au combat 2022-2023 et lors de la préparation et l'exécution de cet exercice ». Dans ce cadre, il a valorisé « les résultats enregistrés qui étaient en conformité avec les plans tracés, ainsi qu'avec les objectifs et la nature des missions principales imparties en territoire de compétence ». Le Général d'Armée a, enfin, passé en revue les formations engagées dans cet exercice, conclut le communiqué.

RN

**COLLOQUE INTERNATIONAL
SUR L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE
EN MATIÈRE DE DÉMINAGE
REBIGA SOULIGNE LE
RÔLE PIONNIER DE L'ARMÉE
NATIONALE**

Plus que jamais, l'Afrique a besoin de coopération et d'échange d'expériences pour nettoyer l'ensemble des zones de mort du continent et remplir ses obligations internationales en vertu des traités et conventions internationaux pour une Afrique sans mines antipersonnel. Dans ce cadre et sur proposition de la Commission ministérielle mixte de suivi de la mise en œuvre de la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines, le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit a organisé, ce mardi à Alger, en coordination avec les ministères de la Défense nationale et des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, un colloque international sur l'expérience algérienne en matière de déminage. Le colloque, le premier du genre, s'est ouvert sous le thème «Pour une Afrique sûre et sans mine», «L'Algérie est une expérience pionnière dans la lutte contre les mines antipersonnel». Cette rencontre, qui constitue un moment clé pour l'impulsion d'une coordination effective dans la planification des programmes d'action anti-mines, a été une occasion pour le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit de présenter l'approche algérienne et son diagnostic par rapport à la nature du problème dans toutes ses dimensions et de présenter ce qui est nécessaire dans les domaines de la coopération, du soutien, de la prise en charge des victimes et de la préparation des futurs programmes de prévention.

RN

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 30 MORTS ET 1045 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Trente personnes ont trouvé la mort et 1045 autres ont été blessées dans 989 accidents de la circulation survenus au cours de la période du 21 au 27 mai à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued avec 6 morts et 13 blessés suite à 11 accidents de la circulation, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de 630 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (78 incendies), Mostaganem (37) et Tipasa (28). Les unités de la Protection civile ont effectué, par ailleurs, 6464 interventions ayant permis, notamment, le sauvetage de 486 personnes en situation de danger.

RE

l'usine de trituration des graines oléagineuses mise en service

nées, et de nombreux silos pour la matière première et le produit fini. Les graines sont stockées dans 24 silos d'une capacité totale de 120 000 tonnes. Les silos destinés au stockage en vrac des huiles sont au nombre de 4, d'une capacité de 1 000 tonnes chacun. Suivant le type de graines qui seront traitées, l'usine produira quotidiennement 2 090 tonnes d'huile et 8 910 tonnes de tourteaux de soja, 2 640 et 3 360 tonnes d'huile et de tourteaux de tournesol ou 2.120 et 2.880 tonnes d'huile et de tourteaux de colza.